

Le Québec risque de perdre une partie de son pétrole vénézuélien

par Marcel DESJARDINS
de notre bureau d'Ottawa

OTTAWA — C'est la société multinationale Exxon qui décidera si la pénurie de pétrole sera de 100,000 ou de 200,000 barils par jour au Québec, cet hiver.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, M. Donald MacDonald, a admis, hier, aux Communes, que l'Est du Canada, déjà privé d'importants arrivages de pétrole arabe, pourrait être coupé d'une partie de

ses approvisionnements du Venezuela si Exxon en décide ainsi via sa filiale vénézuélienne Creole Oil Corporation.

Le ministre a admis que dans les circonstances, le gouvernement canadien ne pouvait pas faire grand-chose pour influencer les décisions des grands fournisseurs comme Aramco (Arabian American Oil) et Exxon. C'est que le gouvernement canadien se trouve exclu des contrats que Exxon, par l'entremise de sa filiale Creole, au Venezuela, passe à des raf-

fineurs canadiens comme Esso Impérial pour l'approvisionnement de Montréal et de l'Est du Canada.

"C'est, a-t-il dit, un autre exemple où le secteur privé ne peut pas protéger adéquatement les intérêts des Canadiens."

Quant à lui, cette situation vient justifier les efforts qu'il déploie présentement au sein du cabinet pour faire accepter la création d'une société nationale des pétroles par ses collègues du conseil des ministres.

Joint hier à Toronto, le président du conseil d'administration d'Esso Impérial, M. William Osborn Traits, a dit ignorer l'intention d'Exxon, qui contrôle 67 p. cent de la compagnie canadienne, d'invoquer prochainement la clause de "force majeure" pour réduire le ravitaillement de pétrole vénézuélien à la raffinerie d'Esso à Montréal-Est.

"Je n'ai pas pris connaissance de la déclaration de M. MacDonald, d'affirmer M. Traits, mais je ne suis pas

au courant du projet d'Exxon." Depuis quelques mois, Esso Impérial, qui obtient traditionnellement toutes ses quantités du brut du Venezuela, achète également du pétrole albertain pour abreuver sa raffinerie montréalaise.

Pour sa part, le président de Golden Eagle, M. Jim Allan, a également indiqué à LA PRESSE qu'il ignorait tout des intentions d'Exxon et il a refusé de commenter cette possibilité. La raffinerie de Golden Eagle, à

Saint-Romuaid, près de Québec, est ravitaillée par l'entremise d'Esso International, la société de transport de pétrole du groupe d'Exxon.

Les forces majeures

Pressé de question par l'Opposition, M. MacDonald, qui ne s'en laisse imposer par aucun de ses adversaires habituellement, a été obligé d'admettre que le gouvernement ne pouvait rien pour empêcher que Exxon dé-

Voir PETROLE, page A 6



La "parrain" du crime organisé à Montréal en compagnie de deux de ses principaux adjoints et des amis ont été photographiés lors d'une réunion, à Acapulco, en février 1970. Dans l'ordre habituel, on voit assis à côté d'une belle inconnue, le "lieutenant" Paolo Violi, sa femme Grazia, le "Parrain" Vincent Cotroni, un autre de ses lieutenants, son frère Frank et le bras-droit de ce dernier, Claude Faber.

Québec craint une pénurie

par Gilles LESAGE
de notre bureau de Québec

QUÉBEC — Admettant pour la première fois — au moins de façon aussi claire — que le Québec peut subir une prochaine pénurie de pétrole, le gouvernement a souscrit aux mesures de restrictions volontaires préconisées par Ottawa, concernant l'huile de chauffage et l'essence.

Il se propose de prendre lui-même une série de mesures concrètes.

Mais il reste toujours opposé, jusqu'à plus ample information, au prolongement de l'oléoduc de Sarnia à Montréal.

Quant aux négociations directes avec les pays arabes producteurs de pétrole, elles n'en sont encore qu'au stade préliminaire.

Tels sont les faits qui ressortent de la déclaration que le ministre des Richesses naturelles, M. Gilles Massé, a faite hier à l'Assemblée nationale, et des propos qu'il a tenus par la suite aux journalistes.

L'Opposition officielle — le Parti québécois — a fraîchement accueilli ces propos, les mettant en parallèle avec les propos rassurants que tenaient, il y a quelques jours à peine, le premier ministre Bourassa, et son porte-parole en matière énergétique.

Mesures de sécurité

Selon M. Massé, l'ampleur d'une éventuelle restriction des importations de pétrole venant des pays arabes reste "encore incertaine" pour le Québec, qui s'y alimente pour 25 pour cent de sa consommation. "Il demeure encore possible, admet-il, que l'Arabie saoudite et Abu Dhabi aient l'intention de cesser d'acheminer leur pétrole destiné aux raffineries montrealaises par l'oléoduc de Portland."

L'heure actuelle, le niveau des inventaires se compare à celui des an-

Voir QUÉBEC, page A 6

Vic Cotroni, le numéro un

par Bernard MORRIER

"Vincenzo "Vic" Cotroni est incontestablement le chef du crime organisé à Montréal. Il ne s'agit pas là d'une affirmation gratuite ou d'une spéculation mais bien un fait authentique que nous serons en mesure de prouver à partir de données précises, recueillies au cours des dernières années, à la suite de filatures, de descentes, d'écoute électronique et d'en-

quêtes, dans le cadre des opérations policières Vegas et UKO."

C'est ce qu'a déclaré hier le caporal Bernard Couture, de la Sûreté du Québec, corroboré par son confrère, le caporal Guy Pharand, à la reprise des audiences publiques de la Commission d'enquête sur le crime organisé.

Pour appuyer ses dires, le policier a produit un organigramme de sa con-

fection indiquant que quatre organisations séparées, conduites respectivement par Paolo Violi, Nicholas "Nick" Di Iorio, Frank Cotroni et Luigi Greco (maintenant décédé), opéraient directement sous les ordres de Vic Cotroni.

Ce dernier a été décrit comme étant le "cerveau" du crime organisé tandis que ses quatre lieutenants étaient des exécutants, confiant les ordres du

chef à des exécutants. Chacun avait son groupe et parmi les exécutants de Di Iorio, on remarque notamment Romeo Bucchi, Frank Dasti, Angelo Lanzo et Irving Goldstein.

Avant que ne débute le témoignage du caporal Couture, un des procureurs de la CECCO, Me Guy Dupré, a tenu à préciser que la reprise de l'étude de la facette du jeu et des paris illégaux allait évidemment être débordée par

l'apparition d'autres faits s'y rattachant comme "l'affaire Laporte", la corruption et l'infiltration du monde interlope dans différents domaines.

"Il ne s'agira pas, a-t-il expliqué, d'étudier la corruption comme telle, puisqu'une facette est déjà prévue pour plus tard à cet effet, mais d'établir l'infiltration du crime organisé à travers certains intermédiaires qui,

Voir COTRONI, page A 6

AUJOURD'HUI

Camil Samson ne veut plus entendre parler de Dupuis

— page A 2

Le sommet arabe récompense le Japon

— page E 1

SOMMAIRE

Arts et spectacles : H 7 à H 9
Bandes dessinées : I 4
Cinéma : H 9
Décès, naissances, etc. : G 21
"Dites-moi, docteur" : E 5
Économie : C 16 à C 21
Editorial : A 4
Êtes-vous observateur ? : G 9
Horoscope : E 12
Informations étrangères : E 1
La petite patrie : G 8
Les maux de notre langue : G 5
Loisirs et Récréation : A 15
"Mot-mystère" : G 13
Mots croisés : G 15
"Motoneige" : G 19
"Mon oeil sur Montréal" : E 13
Petites annonces : G 6 à G 20
Photographie : C 12
Radio et télévision : A 8
Religion : G 2
Sports : C 1 à C 11, C 14, C 15
Tribunaux : E 19, F 5, G 5, H 3, H 5
Vivre aujourd'hui : F 2 à E 13

Le dossier de la pègre

Suite aux révélations qui ont été faites, hier, devant la Commission d'enquête sur le crime organisé et démontrant que M. Vincent Cotroni est le chef du crime organisé à Montréal, LA PRESSE publiera demain les résultats d'une longue enquête portant sur les ramifications et le contrôle de la pègre américaine sur la Cosa nostra montréalaise.

Ce dossier du journaliste Michel Auger, de LA PRESSE, dévoilera qui sont les véritables patrons du crime organisé à Montréal. Il fournira aussi des détails sur le contrôle qu'exerce la mafia sicilienne dans la métropole canadienne.

LA PHOTOGRAPHIE

A propos de ces photographies célestes

— page C 12

LA MOTONEIGE
— page G 19

Un salon funéraire pour chats, chiens, chevaux, perruches...

par Louise COUSINEAU

Indice d'une société prenant son essor ou déjà rendue au seuil de la décadence? Toujours est-il que la région montréalaise compte maintenant un salon mortuaire pour animaux, le premier au Canada.

Propriété d'un ex-camionneur ayant du flair pour les affaires, le SPCR est destiné à ces chères créatures trop "fancy" pour aller finir leur existence à la SPCA comme tout le monde.

Le Starlight Pet Coffin Redg offre cinq catégories d'enterrement: de \$55 à \$380. Ce qui donne droit à la cueillette du défunt à domicile, à son parfument (il n'y a pas d'embaumement) à un cercueil en pin capitonné, à l'exposition dans le salon funéraire où le tapis seulement à coûté \$500, à l'enterrement et à une pierre tombale. En plus de ça, on vous remettra une petite couronne en fleurs séchées pour rapporter chez vous.

Il y a déjà deux cimetières d'animaux dans la région montréalaise, mais M. Pierre Pleau, président-fondateur du SPCR, les trouve déficients. Et en plus, ils n'offrent pas le salon mortuaire et tous les services connexes.

L'entreprise est située à Beloeil, dans une maison de stuc blanc toute neuve. A l'intérieur, on peut choisir un cercueil parmi différents modèles. Il y en a un minuscule pour perruche et un immense pour cheval. Tous contiennent un petit oreiller et un linceul.

Le cher défunt est couché sur le côté et est couvert jusqu'au cou. L'exposition dure au minimum 17 minutes, soit le temps requis pour creuser la fosse. Les clients qui le désirent peuvent toutefois faire prolonger la cérémonie, avant de sceller la bière.

M. Pleau dit avoir eu l'idée du salon lorsque son cher Mickey est mort, et qu'il l'a envoyé se faire incinérer. Il s'est renseigné sur la fin ultime de son chien et a découvert qu'on n'incinère pas les animaux, mais qu'on les envoie dans des usines de transformation d'où ils ressortent en produits chimiques servant d'ingrédient à la confection des cosmétiques.

C'en était trop. Le résultat de la révolte de M. Pleau contre la mort de chien ouvre officiellement aujourd'hui.

Voir SALON, page A 6



M. Pierre Pleau a des cercueils pour tous les animaux. Il tient ici celui d'une perruche.

Les Québécois conduisent comme si l'essence coulait à flot...

par Gilles NORMAND

Bien qu'il soit encore trop tôt pour compiler des statistiques sur le comportement des automobilistes depuis l'annonce, lundi, d'une série de recommandations pour parer à la pénurie de pétrole — notamment la réduction de la vitesse maximum de 70 mph à 50 mph — les policiers n'ont observé aucun changement digne de mention sur les grandes routes du Québec, durant la journée d'hier, compte tenu des conditions météorologiques.

Dans l'île de Montréal, on n'a pas encore noté si les automobilistes qui avaient l'habitude de "rincer" leur moteur au démarrage avaient commencé à se corriger ni si on laissait toujours tourner les moteurs pendant plus d'une minute en position d'arrêt.

Rares cependant sont les automobilistes qui ont cru que les "mesures volontaires" leur permettaient de rouler à une vitesse maximum de 50 mph dans les rues de Montréal, a fait remarquer en souriant un policier préposé à la circulation.

Les policiers en patrouille sur la Rive-Sud, plus particulièrement sur

la route transcanadienne (20) et sur les routes 9, 3 et 1, n'ont guère remarqué de changement important non plus.

Au service des communications de la Sûreté du Québec, on nous a informé que plusieurs conducteurs avaient réduit la vitesse de leur engin de cinq milles à l'heure environ, de telle sorte qu'on n'a pu encore se rendre compte si les mesures suggérées n'allaient devenir causes d'embouteillage ou même d'accidents.

Chose à laquelle on s'attendait déjà cependant, les personnes habituées à voyager à vive allure n'ont rien changé à leur habitude. Les automobilistes qui sont habitués à des vitesses de 65, 70 mph et même plus ont continué, hier, de lancer leurs bolides à tombeau ouvert, là où les conditions routières le permettaient... hum!

De l'avis d'un porte-parole de la SQ, il serait important, si la vitesse doit être réduite, que ce soit le cas pour tout le monde.

"Notre travail serait d'ailleurs beaucoup plus facile si les mesures adoptées l'avaient été sur une base

obligatoire. Actuellement nous ne pouvons intervenir à aucun moment, tant que les règlements de la circulation sont respectés. Et laissez-moi vous dire qu'une collision entre une voiture filant à une vitesse de 80 à 90 mph et une autre roulant à 50 mph fait tout un dégât", commente le même porte-parole.

Les policiers n'ont observé aucun changement d'attitudes sur les autoroutes, sinon que seulement cinq p. cent environ des automobilistes avaient répondu positivement aux recommandations énoncées par le ministre de l'Énergie, M. Donald MacDonald, principalement sur les autoroutes des Cantons de l'Est et de la Rive-Nord. Quant à la situation sur l'autoroute des Laurentides, elle était, hier, exactement la même que par le passé lorsque les conditions météorologiques étaient correspondantes. C'est-à-dire que les policiers avaient réduit la vitesse maximum à 40 mph, à cause de la bruine à certains endroits et de chutes de pluie gelant au contact du sol dans les territoires situés plus au nord.

Le superport maintenant menacé par les besoins pétroliers des Maritimes

par Robert POULIOT

A moins d'une reprise prochaine des conversations avec l'Arabie saoudite, le projet québécois de complexe portuaire dans le Bas-Saint-Laurent risque d'être pris en étau entre la stratégie politique d'Ottawa et les intérêts des provinces maritimes.

Même si le ministre des Richesses naturelles du Québec, M. Gilles Massé, impute à la guerre du Moyen-Orient la suspension des pourparlers avec le gouvernement de Rhyad et les dirigeants de la société d'Etat Petromin, aucun contact officiel n'a eu lieu entre les deux parties depuis bientôt six mois.

Non seulement l'Arabie saoudite n'a-t-elle pas répondu clairement aux propositions québécoises, mais le plus grand pays producteur de pétrole du Moyen-Orient insiste de plus en plus auprès de ses partenaires éventuels

pour qu'ils construisent leurs installations de raffinage sur son territoire.

Si l'Arabie durcissait ses positions à ce sujet au cours des prochains mois, il n'y aurait plus d'espoir pour le Québec de s'associer avec ce géant au triple plan du raffinage, de la pétrochimie et du transport sur les marchés canadiens et internationaux.

Le seul autre partenaire digne d'intérêt, qui manifeste d'ailleurs beaucoup d'enthousiasme pour les objectifs québécois, serait l'Iran, par le biais de la National Iranian Oil Co. Depuis quelques mois, l'Iran a mis sous la tutelle de sa société nationale des pétroles toute la production de pétrole brut du pays, soit l'équivalent de trois fois la production canadienne.

Au pire, c'est la voie que les diplomates canadiens souhaitent voir adopter par le Québec, bien que le ministre canadien des Affaires extérieures préférerait une entente entre la Société québécoise d'initiatives pétrolières (Soqip) et le Venezuela.

Aux Communes, le ministre fédéral de l'Énergie, M. Donald S. MacDonald, a de nouveau fait allusion hier aux positions politiques d'Ottawa en signalant que les compagnies pétrolières du Québec ne tireraient pas profit d'une entente avec les pays arabes pour un approvisionnement de pétrole, d'après l'expérience des derniers jours.

M. MacDonald a en outre rappelé au Québec qu'il ne pouvait conclure d'entente directement avec un pays étranger, parce que les relations internationales dépendent d'Ottawa. Il s'est toutefois empressé d'ajouter qu'une telle entente pourrait être conclue de compagnie à compagnie.

Le Canada au Moyen-Orient

Le Canada n'a aucune ambassade en Arabie saoudite et ses trois missions diplomatiques au Moyen-Orient logent au Caire, en Égypte, à Beyrouth, au Liban, et à Téhéran, en Iran.

Alors que l'ambassade du Caire concentre ses activités en Afrique, notamment en Libye et au Soudan, celle de Beyrouth dessert la Syrie, l'Irak et l'Arabie saoudite. Quant à l'ambassade en Iran, ses officiers sont également accrédités au Koweït et auprès d'un chapelet d'émirats arabes du Golfe Persique, dont celui d'Abu Dhabi et de Bahreïn, tous deux fournisseurs de pétrole à la province.

Dans ses échanges avec le Québec, l'Iran occupe, aux yeux d'Ottawa, une place privilégiée:

— d'une part parce que l'Iran compte pour le tiers des approvisionnements du Moyen-Orient, soit plus de 15 millions de barils de pétrole par année livrés à Montréal ou le double des expéditions d'Arabie saoudite;

— et parce qu'à compter de septembre 1974, la National Iranian Oil Co. exige de tous les pays consommateurs que leur gouvernement, plutôt que leur industrie pétrolière, soumette les quantités de pétrole brut requises de l'Iran.

Même si le ministre MacDonald a été informé de cette décision iranienne en septembre dernier par l'am-

bassadeur à Téhéran, M. James George, il n'en a jamais soufflé mot publiquement.

De toute évidence, les craintes exprimées à Ottawa vis-à-vis des initiatives diplomatiques québécoises relèvent de la stratégie traditionnelle du Canada au Moyen-Orient: un accord du Québec avec l'Arabie pourrait créer un dangereux précédent de rapprochement avec les Arabes, exigeant un nouveau réalignement diplomatique vis-à-vis d'Israël.

L'offensive des Maritimes

Mais les obstacles qu'aura à franchir le Québec pour réaliser son projet d'association avec un pays producteur de pétrole et acquérir, ainsi, une autonomie relative vis-à-vis l'industrie pétrolière de Montréal ne se limitent pas au jeu de cartes diplomatiques.

De plus en plus — et c'est ce qui expliquerait le retard mis par le ministre fédéral de l'Énergie à déclencher les travaux d'extension du pipeline jusqu'à Montréal —, les fonctionnaires fédéraux songent à prolonger l'oléoduc Edmonton-Sarnia jusqu'au Nouveau-Brunswick afin de boucler l'approvisionnement canadien en pétrole albertain. Il ne resterait plus qu'à ravitailler l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve par navire, la Nouvelle-Écosse s'abouchant à son tour au pipeline de l'Interprovincial via le Nouveau-Brunswick.

A sa façon, le premier ministre Richard Hatfield du Nouveau-Brunswick y a fait allusion hier en réclamant cette mesure d'Ottawa, "pourvu que le tronçon Montréal-Saint-Jean soit réversible".

La condition imposée par M. Hatfield s'explique par le projet de complexe portuaire que la province nourrit depuis deux ans à Lorneville, à proximité des États-Unis.

En cas de crise internationale de ravitaillement, comme c'est le cas présentement, M. Hatfield a indiqué que sa province pourrait utiliser du pétrole brut canadien. En période de relâche, la direction du pipeline serait renversée de façon à permettre au pétrole importé par superpétroliers à Lorneville de desservir le marché de Québec et de Montréal.

Privé du marché de raffinage de Montréal, à cause du ravitaillement canadien, le gouvernement québécois pourrait être pris de vitesse par le Nouveau-Brunswick (ou même la Nouvelle-Écosse qui compte déjà sur l'un des plus vastes complexes portuaires du Canada) avant de pouvoir réaliser son projet portuaire dans le Bas-Saint-Laurent.

En réclamant aussi la réversibilité du pipeline Sarnia-Montréal, Québec veut relancer cet oléoduc à un autre qui transporterait du pétrole brut importé au complexe portuaire de la région de Rivière-du-Loup jusqu'à Montréal. Ce faisant, le gouvernement québécois pourrait justifier des volumes plus importants d'importation, rendre le complexe portuaire économique et desservir une partie du marché ontarien.

Mais si Ottawa acceptait la proposition du Nouveau-Brunswick, il en serait fait du projet québécois.

Quatre Montréalais arrêtés à la suite d'une fraude de \$500,000

par Michel AUGER

Cinq individus, dont quatre Montréalais, sont présentement détenus relativement à la découverte, la semaine dernière, d'une gigantesque fraude bancaire qui s'est déroulée au Canada, en Irlande et en Angleterre et qui a rapporté un demi-million de dollars au monde interlope.

Outre les arrestations effectuées à Dorval et à Londres, la police de la Communauté urbaine de Montréal a effectué hier après-midi, une série de descentes et détenu trois personnes, dont Moïse Darabaner, le personnage central de ce que l'ex-ministre de la Justice Claude Wagner avait qualifié "d'affaire criminelle du siècle" au milieu des années 60.

74 ans de prison

Darabaner avait été condamné à des peines de 74 années de prison, le 8 avril 1966, après qu'il eût reconnu sa culpabilité à diverses accusations de fraude et d'incendie criminel. Puisque les peines ont été purgées concurremment, Darabaner n'a passé que six années au pénitencier.

"L'affaire du siècle", ou "l'affaire Darabaner", comme on l'a qualifiée à l'époque, s'était soldée par une liste étonnamment longue d'incendies criminels, de faillites frauduleuses et autres fraudes à travers la province.

Darabaner, son fils, et Gerry Gabrina, ont été arrêtés près du boulevard Décarie vers 2 heures hier après-midi et ce n'est qu'après interrogatoire et des descentes à leurs bureaux et résidences que les trois hommes ont été libérés en fin de soirée.

Aucune accusation n'a été portée contre ce trio. La police poursuit, cependant, son enquête d'une façon intensive.

D'autre part, un vendeur de 23 ans devra comparaître en fin de journée aujourd'hui pour répondre à l'accusation de possession d'une somme de \$25,000 qui, d'après la police, provient de la fraude.

Michel Dagenais, de la rue Du Mail, à Saint-Léonard, a été appréhendé en possession de l'argent alors qu'il descendait d'un avion à Dorval en provenance de Londres.

Par ailleurs, trois autres Montréalais, M. Ronald Saint-Germain, un millionnaire, John Sullivan et William McCullan ont été appréhendés à Londres par Scotland Yard en même temps qu'un avocat de Dublin, en Irlande.

L'enquête se poursuit tant à Londres qu'à Montréal. D'après le capitaine-détective Léon Saint-Pierre, elle a débuté jeudi dernier, à la suite d'une plainte de la Banque Royale.

Les policiers ont alors été informés que des fraudeurs avaient réussi à faire encaisser un chèque de \$500,000 tiré sur le compte d'une société de fonds mutuel à la succursale de la Banque Royale à l'intersection Peel et Sherbrooke.

Ce chèque falsifié avait été déposé, il y a un mois, à la Allied Bank, à Dublin en Irlande. Jeudi dernier également, un avocat de Dublin s'est présenté à la banque en question et a fait transférer les fonds à la Barclay's Bank de Londres où d'autres individus ont pris possession de l'argent.

Le sergent détective Roger Ratelle et le lieutenant détective Robert Dubé recherchent maintenant une partie de l'argent qui serait caché dans la région métropolitaine. Des recherches semblables sont effectuées en Angleterre par Scotland Yard.



Moïse Darabaner et son fils quittant le quartier-général de la police.

PERRETTE

PAIN PERRETTE 24 OZ	29¢
BREUVAGES	CRÈMES
JUS D'ORANGE PERRETTE	CRÈME 15% PERRETTE
1 PINTÉ SPECIAL Épargnez 16¢	DEMIARD SPECIAL Épargnez 12¢ 19¢
Breuvage PERRETTE AU CHOCOLAT	CHOPINE SPECIAL Épargnez 18¢ 37¢
DEMIARD SPECIAL Épargnez 6¢ 9¢	CRÈME 35% PERRETTE
PINTÉ SPECIAL Épargnez 9¢ 29¢	DEMIARD Épargnez 9¢ 45¢
	CHOPINE Épargnez 14¢ 85¢

DEVENEZ GERANT D'UN MAGASIN PERRETTE ET FAITES-VOUS PLUS DE \$11.000 DE REVENUS PAR AN
POUR INFORMATIONS, DEMANDEZ
BUREAU DU PERSONNEL: 667-1830

6741, rue SAINT-HUBERT

Paul E. TALBOT

O.D. OPTOMÉTRISTE

HEURES DE BUREAU:
Lundi au jeudi: 9 h à 6 h
Vendredi: 9 h à 9 h
Samedi: FERMÉ

272-7611 • 7616

SANDWICHES ASSORTIS DE FANTAISIE

48 SANDWICHES COCKTAIL

FRAIS DU JOUR

pour les FÊTES POUR VOS RECEPTIONS ET REUNIONS

\$400 la boîte

PEGROID'S
4075, rue SAINT-DENIS
844-3901

NOUS LIVRONS PARTOUT A MONTREAL

SYSTÈME D'ALARME

POUR AVOIR UNE PROTECTION SUPÉRIEURE, VOYEZ TOUJOURS DES SPÉCIALISTES COMMERCIAL ET PRIVÉ

télétronics
INC. 1948 CORPORATION

4888 ouest, rue Sherbrooke
488-9577

L'homme élégant exige HARTT



Le chausseur canadien par excellence

"BROGUE"

Chaussure de choix; empeigne de cuir souple moulant bien le pied et conservant sa forme. Solide semelle de cuir double, talons de caoutchouc

\$59.95
COLORIS: BRUN OU NOIR

Autres modèles avec semelle simple ou double, forme Brentwood, Athlone, Geneva \$46.95 à \$69.95

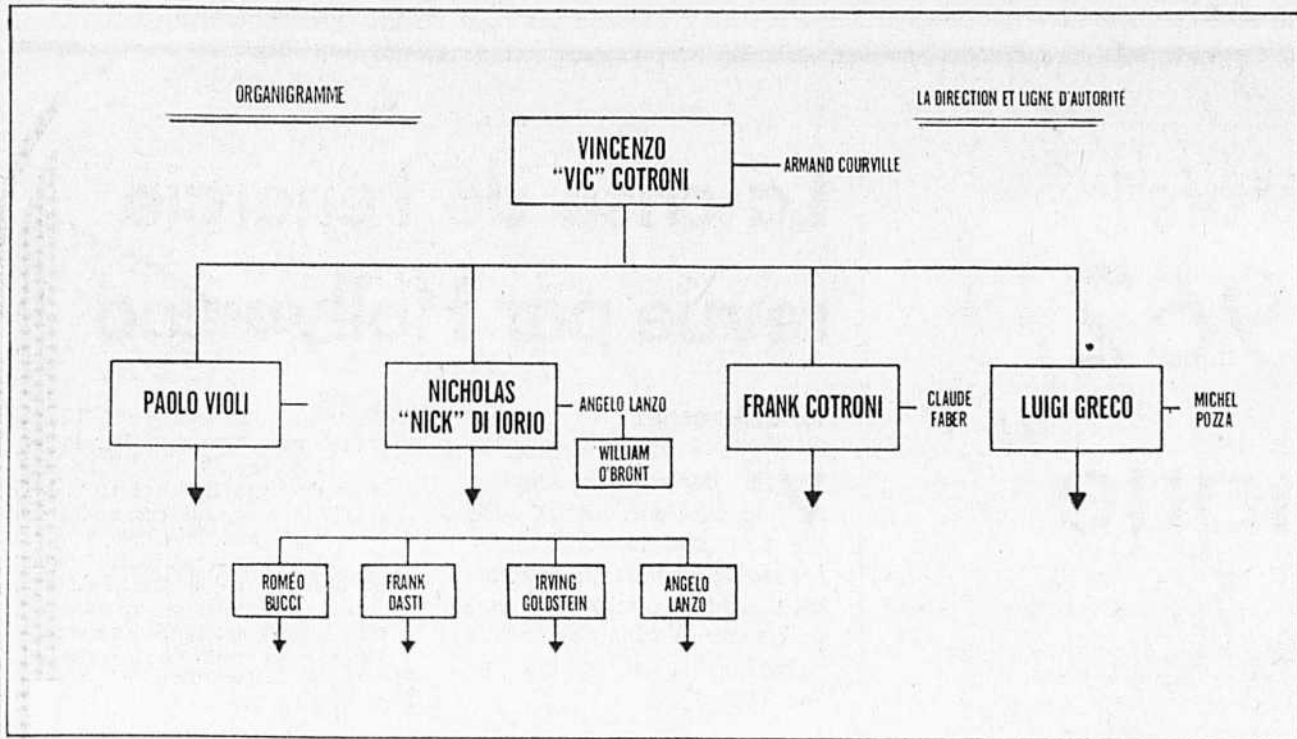


A deux pas des stations de métro Jean-Talon et Mont-Royal

Louis Des Lauriers

H. Giroux & fils

6914, St-Hubert, 273-2813 • 1500 E., Mt-Royal, 521-3164
4029, Ontario, 521-9414



L'organigramme dévoilé hier par les caporaux Bernard Couture et Guy Pharand place incontestablement Vincenzo "Vic" Cotroni à la tête de la mafia montrealaise. Il est aidé directement de quatre lieutenants: Paolo Violi, appelé à lui succéder, Nicholas Di Iorio, son frère Frank Cotroni et Luigi Greco, décédé accidentellement l'an passé. C'est le groupe Di Iorio qui s'occupe en particulier de la corruption politique. A remarquer que William O'Bront, le financier de la pègre montrealaise, se trouve dans ce groupe.



Luigi Greco

COTRONI

SUITE DE LA PAGE A 1

nous l'espérons, nous permettra de situer "l'affaire Laporte", par exemple, dans son véritable contexte."

Des exemples

A l'invitation de Me Dupré, le caporal Couture a alors entrepris l'énumération d'une longue liste de faits lui permettant de croire que Vic Cotroni est le chef du crime organisé. Ainsi, entre 1971 et 1973, celui-ci a eu plus de 200 rencontres avec ses quatre lieutenants, soit au Moishes Steak House, au Sirloin Bar ou au Bar-B Barn, tandis que ces lieutenants ne se rencontraient jamais entre eux. Tous les lundis soirs, à 18 h. 30, Vic Cotroni rencontrait Di Iorio et parfois également le jeudi soir, tandis que le mardi après-midi, à 14 h. 30, c'est avec Greco qu'il s'entretenait.

En 1971, Cotroni et Di Iorio se sont rencontrés 78 fois, en 1972, 25 fois et en 1973, tous les lundis et jeudis jusqu'à maintenant. Le policier a avoué que c'est l'écoute électronique qui a permis de prévoir ces rencontres et parfois d'y dépêcher des "observateurs".

Par ailleurs, il n'était jamais question par exemple que des hommes du



Nicholas "Cola" Di Iorio

clan Di Iorio, comme Dasti ou Goldstein, participent à la rencontre Di Iorio-Cotroni. S'ils y étaient, c'est que l'ordre en avait été donné par Cotroni lui-même.

Il est parfois arrivé qu'Angelo Lanzo assiste à des entrevues entre les deux hommes, mais c'était à l'invitation de Di Iorio, puisqu'il était son confident et le chef de son clan. Si Di Iorio s'absentait, Cotroni s'adressait à Lanzo, mais jamais ce dernier ne devait agir à l'inverse et il devait tout révéler de son entretien avec Cotroni à Di Iorio. "Tout porte à croire, explique le caporal Couture, que quand Di Iorio disparaît, c'est Lanzo qui le remplace."

Quant à William O'Bront, le policier l'a décrit comme le financier du crime organisé, ayant un statut bien particulier, puisqu'il ne répond qu'à Lanzo.

"Quand Vic Cotroni le convoque, a-t-il dit, c'est qu'il a besoin d'argent. Et O'Bront rencontre toujours le chef avec Di Iorio et Lanzo. Chaque fois qu'O'Bront est présent, il est inévitablement question d'argent, peut-on dire. On sait que William O'Bront est propriétaire d'une saison, ainsi que de plusieurs restaurants au Québec et en Ontario. Tout l'argent qu'il se procure ainsi légalement est investi dans une très grosse proportion illégalement."

Après avoir affirmé que le bras droit d'O'Bront est Solly "Dinky" Levine, le policier a fait savoir que l'argent du magnat de la viande est réparti équitablement entre les quatre organisations, selon les ordres de Vic Cotroni.

Si pour parler à Vic Cotroni, il faut passer par l'un des chefs des quatre clans, ces derniers ne peuvent à leur tour qu'être abordés par des intermédiaires. Le policier a cité à cet effet le cas de Dominique Leonardis, un sous-exécuteur, désirant rencontrer Di Iorio. Pour ce faire, il devra d'abord s'adresser à l'un des exécuteurs de celui-ci, soit Buccì, Dasti, Lanzo ou Goldstein. "Jamais directement", affirme le caporal Couture.

A une question de Me Dupré pour savoir si Vic Cotroni pourrait être désigné par l'appellation de parrain, le caporal Couture relate qu'il a découvert un indice qu'il qualifie de cocasse: "Un jour, un individu rencontre Lanzo pour lui demander s'il a parlé de son projet au parrain. Et Lanzo de répondre qu'il devait le rencontrer en soirée. Or, de souligner le policier, une rencontre a effectivement eu lieu le même soir entre Lanzo et Vic Cotroni."

Faisant ensuite état de ses nombreuses observations, le caporal Couture a réparti comme suit les responsabilités des chefs des quatre clans répertoriés à Vic Cotroni.

Il y a le prêt usuraire, le jeu (maisons de pari, comme le Victoria Sporting Club ou le Blue Stripe Mountain Riders, respectivement gérés par Frank Dasti et Romeo Buccì), la vente sous pression de produits (comme le fromage à pizza), les "junkets", les restaurants et clubs licenciés, les tentatives de corruption au sein du gouvernement, du fonctionarisme et de la police, les machines distributrices de cigarettes, l'installation de tables de pool dans les tavernes et une participation active aux domaines syndical et électoral.

En gros, Di Iorio s'occupait du jeu et de la corruption; Frank Cotroni des stupéfiants, avec l'aide de Frank Dasti (un homme de Di Iorio), Joe Horvath et Paolo Violi. "Pour le jeu, d'expliquer le policier, Horvath répondait à Dasti, tandis que pour les stupéfiants, Dasti et Horvath relevaient de Frank Cotroni."

"Quant aux 'junkets', poursuit-il, Irving Goldstein et Johnny Malo s'en occupaient pour Frank Cotroni. De son côté, Lanzo était chargé des établissements licenciés par Di Iorio, de même qu'il s'infiltre dans le commerce, comme celui des buanderies."

Le témoin dira ensuite qu'il a des preuves très précises à l'effet que Dasti et Goldstein avaient tout particulièrement un faible pour l'infiltration politique. "Chacun avec ses contacts personnels qui remontaient tous à Di Iorio par la suite."

Abordant les organisations de Paolo Violi et du défunt Luigi Greco, le caporal Couture a reconnu que les informations étaient loin d'être complètes de ce côté. "Nous savons cependant que Violi pourrait assumer la succession de Vic Cotroni, tandis que le cas de Michel Pozza, le 'confident' de Greco, demeure en suspens."

Pour ce qui est d'Armand Courville, il n'est que l'administrateur de Vic Cotroni et il est évident qu'il n'aura pas sa succession. Tout comme Claude Faber qui assiste Frank Cotroni.

Enfin, le policier opine que Lanzo pourrait assumer la succession de Di Iorio, si évidemment l'organigramme actuel est maintenu.

Après avoir corroboré le témoignage du caporal Couture, le caporal Guy Pharand a confié à la CECO qu'il avait en sa possession une quantité de bandes sonores résultant de l'écoute électronique et que celles-ci contribueraient pour beaucoup à confirmer toutes les affirmations faites hier. Il a donc invité les commissaires à les entendre et ceux-ci ont décidé de s'exécuter dès aujourd'hui, mais à huis clos. Il est toutefois entendu que celles-ci seront reproduites ultérieurement à des audiences publiques, après une certaine épuration. Il s'agit en fait de protéger la réputation de tierces personnes qui n'auraient rien à voir avec le crime organisé.

Le président de la CECO, le juge Rhéal Brunet, a fait savoir que les commissaires poursuivraient leur travail à huis clos jeudi et vendredi, tandis que la reprise des audiences publiques a été fixée au 5 décembre prochain.

SALON
SUITE DE LA PAGE A 1

Pour les prévoyants, M. Pleau offre une assurance de frais funéraires. En bon actuaire, il a calculé des taux selon l'âge et la race de l'animal. Ainsi, un jeune chat siamois de \$150 paiera une prime de \$7.50 par an pour assurer sa belle mort.

M. Pleau avoue que 85 pour cent de sa clientèle est de langue anglaise (son salon ouvre aujourd'hui mais son cimetière fonctionne depuis mars).

LE RATIONNEMENT VOLONTAIRE



(Tous droits réservés)

QUEBEC

SUITE DE LA PAGE A 1

nées antérieures, mais "il faut prévenir une pénurie possible pour 1974", et ce, de deux façons:

- en assurant la sécurité et l'approvisionnement des services essentiels;
- en favorisant les restrictions volontaires de la part des consommateurs.

De nouveaux moyens d'approvisionnement ont déjà été mis en place, tel que l'acheminement de pétrole de l'Ouest — des Grands Lacs à Montréal — qui a atteint le rythme de 95.000 barils par jour. Ce mécanisme sera utilisé jusqu'à la fermeture de la voie maritime du Saint-Laurent.

De plus, le transport de plus de 50.000 barils additionnels par jour de pétrole brut a débuté ces jours derniers, en utilisant le pipeline Trans-Mountain jusqu'à Vancouver et de là, par bateau, via le canal de Panama.

Mesures volontaires

D'autre part, le gouvernement québécois souscrit aux mesures d'économie volontaire suggérées par le ministre fédéral de l'Énergie. Il incite la population à y concourir, suscitant ainsi une économie minime pour chacun, qui se révélera importante "si la situation mondiale s'aggravait".

Le ministre des Richesses naturelles fera connaître prochainement une série de mesures concrètes, dont celles que le gouvernement s'imposera lui-même dans sa propre utilisation de l'énergie. Il a aussi demandé à l'Hydro-Québec de faire connaître les mesures préventives qu'elle suggère dans l'utilisation des appareils électriques.

Et si Ottawa impose des mesures obligatoires, "le gouvernement du Québec pourra faire connaître une liste prioritaire des établissements publics et privés qui devront recevoir un approvisionnement complet".

Le ministre déplore la hausse rapide des prix des produits pétroliers, mais il n'y peut rien, sauf d'espérer que ces augmentations ne représentent que le supplément des coûts exigés par les pays producteurs.

Le Québec reste opposé pour l'instant au prolongement de l'oléoduc de Sarnia à Montréal, M. Massé attend de connaître les "arguments" et les

réponses d'Ottawa concernant son coût, sa propriété, sa réversibilité, son débit et le reste.

Quant aux négociations directes avec les pays arabes, le ministre a noté qu'elles ne sont que "préliminaires". A une autre question précise, il répond: "Nous n'avons reçu aucune réponse négative." A cause de la situation internationale, ces pourparlers ont été interrompus.

SOQUIP? L'organisme d'Etat ne joue pas de rôle majeur dans toute l'affaire et n'est pas impliqué dans les mesures d'urgence.

Bref, le gouvernement du Québec admet, un peu sur le tard, que la situation est "incertaine" et qu'il veut mieux prévenir. Mais il craint toujours que le gouvernement d'Ottawa ne profite de la situation pour imposer ses vues, au détriment des intérêts québécois. Ce sera notamment le cas si le pétrole continue de coûter plus cher au Québec qu'en Ontario et dans l'Ouest.

Le chef de l'Opposition, M. Jacques-Yvan Morin, estime que les objectifs d'une politique québécoise du pétrole ont été définis avec une naïveté incroyable en 1972; aujourd'hui, dit-il, c'est l'effondrement complet devant Ottawa.

Il faudrait pourtant, a observé le député péquiste de Sauvé, que le gouvernement du Québec:

- négocie dès maintenant avec Ottawa et la compagnie qui doit construire l'oléoduc de l'Ouest;
- crée le plus rapidement possible, ainsi qu'il en est question depuis des années, un secteur-témoin contrôlé par SOQUIP, dans les domaines du raffinage et de la distribution;
- abandonne l'idée du superport au profit d'un port plus modeste à la mesure des besoins du Québec.

Quant aux deux députés créditistes, ils n'ont pu faire connaître leurs vues. Le Parti québécois s'est, en effet, opposé à ce que MM. Camil Samson et Fabien Roy fassent un bref commentaire à la suite de la déclaration de M. Massé. Seul parti reconnu de l'Opposition, le PQ veut le demeurer et ne veut pas que les créditistes obtiennent en sourdine un quelconque statut officiel.

MM. Samson et Roy eurent beau prier le président et même crier au

"baillon", rien n'y fit. Ils sont désormais considérés comme des députés indépendants, ce qui leur enlève tout droit privilégié de réplique aux propos des ministres.

PETROLE

SUITE DE LA PAGE A 1

cide de son propre chef laquelle de ses filiales opérant au Canada, en Allemagne ou dans d'autres pays européens déjà sur la liste noire arabe avait le premier mot sur le pétrole du Venezuela.

M. MacDonald a expliqué que les grands fournisseurs de pétrole peuvent se prévaloir d'une clause dite de "forces majeures" qui figurent dans les contrats passés avec leurs raffineurs à travers le monde.

Cet article permet, dans des circonstances extraordinaires, que les fournisseurs déterminent en fonction de leurs intérêts de décider de la répartition de leur pétrole au prorata de la demande des différentes raffineries à travers le monde. Donc dans ces circonstances, le Québec ne pourrait plus compter sur tous ses approvisionnements en provenance du Venezuela.

C'est également ce qui explique pourquoi le ministre MacDonald a parlé, lundi soir, d'une pénurie pouvant aller jusqu'à 200.000 barils par jour au lieu de 75.000 comme il le prévoyait plus tôt cet automne.

Le ministre a bien précisé que les grands fournisseurs de pétrole comme Exxon et Aramco ne s'étaient pas encore prévalus de la clause dite des "forces majeures". Toutefois, il est clair que ces derniers ont laissé savoir qu'ils songeaient à le faire et que par conséquent le ministre craint et se prépare au pire.

De là les mesures de conservation de l'énergie décrétées lundi et la mise en garde qui les accompagnait.

"Parce que nous ne sommes pas allés aussi loin que d'autres pays, expliquait M. MacDonald en parlant des mesures spéciales, il serait erroné de conclure que la situation au Canada n'est pas grave. La situation est grave. Il est important, toutefois, dans le cadre de toute situation grave, de conserver le sens des valeurs, de voir les choses dans une juste perspective."

CHEZ MERCIER COUVRE-PLANCHER INC. LE PLUS IMPORTANT C'EST... LE SERVICE

AVANT LA VENTE APRÈS LA VENTE

"AUSI LA QUALITÉ DE NOS PRODUITS"

TAPIS SHAG 100% polypropylène Sur endos de caoutchouc. Idéal pour toutes les pièces, tapis très décoratifs. Payez et emportez si désiré. \$675 V.C.	TAPIS INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR Choix de 8 couleurs antidérapant \$225 V.C.
TAPIS COMMERCIAL Sur endos de caoutchouc 100% nylon, tapis durable, facile d'entretien. Prix incomparable pour cette qualité. \$560 V.C.	TAPIS 100% POLYPROPYLENE Endos de caoutchouc. Choix de couleurs assorties. \$488 V.C.

ACHÉTEZ VOS TAPIS DIRECTEMENT DE L'ENTRÉPÔT

TAPIS DE CUISINE À MOTIFS
Plusieurs motifs et couleurs qui s'harmoniseront avec tous les décors.
\$580 V.C.

Nous faisons le nettoyage des tapis à la vapeur à domicile, satisfaction garantie. Nombreux spéciaux non annoncés.

HEURES D'OUVERTURE:
Lundi au mercredi 9 h. à 6 p.m.
Jeudi et vendredi 9 h. à 9 p.m.
Samedi 9 h. à 5 p.m.

MEMBRE INSTITUT QUÉBÉCOIS DES REVÊTEMENTS EN SOL INC. COUVRE-PLANCHER À MERCIER C. LEBLANC PROP.

Mercier
COUVRE-PLANCHERS FLOOR COVERING INC.
UNE RUE AU NORD DE JARRY
4415, BOULEVARD ST. LEONARD / 325-4911

GRANDE VENTE DE VÊTEMENTS ski-doo BOMBARDIER SOLDES DU MANUFACTURIER

RÉDUCTIONS JUSQU'À 60%

PIGEON MARINE & SPORTS vous offre la plus belle collection de vêtements sports de qualité supérieure à des prix sensationnels!

POUR HOMMES, FEMMES, ENFANTS:

- Costumes 2 pièces ou monopiece
- Pantalons — Salopettes — Vestes Sport
- Costumes de laine — Chandails
- Bottes régulières ou garnies de fourrure
- Casques — Visières — Lunettes — Ceintures
- Mitaines — Gants — Tuques — Bas — Etc.

CHOIX COMPLET BONS PRIX PROFITEZ-EN!

PIGEON MARINE & SPORTS Inc.
325-1010
6767 HENRI-BOURASSA E., MONTRÉAL-NORD

Salle de montre ouverte tous les soirs jusqu'à 9 hres, le samedi jusqu'à 4 hres

CHARGE X

LE MONDE

Brejnev réitère le soutien de Moscou à l'Inde

NEW DELHI (UPI, AFP) — M. Léonide Brejnev a réitéré hier le soutien de l'Union soviétique à l'Inde à l'issue d'une deuxième série d'entretiens avec Mme Indira Gandhi, premier ministre. Ces conversations ont principalement porté sur la situation internationale et la détente Est-Ouest.

Dans un discours prononcé à une grande réception publique en plein air, à laquelle assistaient plus de 50,000 personnes, M. Brejnev a déclaré: "Nous serons toujours avec vous, dans toutes les difficultés et les joies."

En réponse, Mme Gandhi a chaleureusement remercié l'URSS pour s'être portée à l'aide de l'Inde aux moments où elle en avait le plus besoin. L'assistance soviétique durant la guerre indo-pakistanaise de 1971, qui a valu l'indépendance au Bangla Desh, "nous a donné un nouveau courage", a déclaré le premier ministre indien.

Grève des ambulanciers à Londres

LONDRES (AFP) — Pour la première fois, les ambulanciers de Londres se sont mis en grève hier pour une durée de 24 heures, plaçant ainsi dans une situation critique les services d'urgence de la capitale britannique.

Cette grève, déclenchée afin d'appuyer des revendications salariales, a été largement suivie par les quelque 1,900 ambulanciers. Bien que les 250 cadres, aidés par les membres du personnel qui n'ont pas suivi l'ordre de grève, aient pu répondre à plus de la moitié des appels, le chef du personnel ambulancier de la capitale, M. Edward Cooke, a estimé inévitable que des personnes meurent du fait de la grève.

Dans l'ensemble de la Grande-Bretagne, plus de la moitié des ambulanciers font la grève du zèle ainsi que la grève des heures supplémentaires. Ce mouvement, qui a débuté il y a plus de deux semaines pour obtenir un relèvement substantiel des salaires particulièrement bas des ambulanciers (857 par semaine), risque d'être étendu à tout le pays à partir de jeudi.

Amin: libérer la Rhodésie par la force

LONDRES (Reuter) — Le moment est venu de libérer la Rhodésie par la force, a déclaré hier le général Idi Amin, président de l'Ouganda.

Dans un message à son homologue zambien, diffusé par Radio-Ouganda et capté à Londres, le général Amin dit que plus les "racistes" demeureront au pouvoir, plus difficile il sera de libérer le pays.

Tout en faisant l'éloge des activités des "combattants de la libération", il a dit que le pays ne sera libéré que par une action militaire des pays membres de l'Organisation de l'Unité africaine. Nombre de volontaires ougandais, y compris lui-même, n'attendent que "le feu vert", ajoute le général.

Mme Sakharov aux prises avec le KGB

MOSCOU (UPI) — Le physicien Andreï Sakharov a déclaré aux journalistes occidentaux que sa femme, Yelena, a été questionnée hier par le KGB pour la cinquième fois en deux semaines et a été invitée à se présenter à nouveau aujourd'hui.

Sur son refus, le colonel Svichikov, qui procède aux interrogatoires, l'a menacée d'envoyer un camion la "ramasser avec tous (vos) amis et journalistes étrangers anti-soviétiques". Il lui a demandé si elle se rendait compte que ses activités tombent sous le coup de l'article 70 du code criminel, qui traite de l'agitation anti-soviétique et prévoit une peine de 3 à 7 ans de détention.

Les interrogatoires de Mme Sakharov portent sur ses rapports avec les dissidents, actuellement emprisonnés, Viktor Khaustov et Grigori Superfin, ainsi que sur son rôle dans l'envoi à l'Ouest des notes de prison d'Edouard Kouznetsov, qui purge actuellement une peine de 15 ans.

Arafat, unique représentant du peuple palestinien

Le sommet arabe récompense le Japon

ALGER (AFP, UPI) — Les souverains et chefs d'Etat arabes se retrouvent ce matin pour la cérémonie officielle de clôture de leur conférence au sommet après avoir proclamé hier comme unique représentant du peuple palestinien le mouvement de M. Yasser Arafat (Organisation pour la libération de la Palestine ou OLP) et décidé la poursuite de l'embargo pétrolier d'une manière judicieuse.

D'autre part, les leaders arabes ont décidé de suspendre temporairement l'embargo pétrolier à l'égard des Philippines et du Japon. Seuls les Etats-Unis et les Pays-Bas subissent encore un embargo total de la part des pays producteurs. L'Egyptien M. Hosni Mubarak, secrétaire général de la Ligue arabe, a expliqué que les Philippines et le Japon avaient adopté une position favorable à la cause arabe. Tout comme l'Europe, ces deux pays

échapperont pendant un mois aux conséquences de l'embargo.

Il a fallu finalement moins de huit heures de délibérations à huis clos, délibérations qui ont pris souvent l'allure d'un conclave, pour que le sommet se prononce sur l'épineuse question jordanienne et approuve les textes mis au point, après trois longues séances de nuit, par les ministres arabes des Affaires étrangères. Le roi Hussein de Jordanie avait pris soin de se faire représenter par son chef de cabinet, ce qui a été interprété à la conférence au sommet comme une dérobade.

D'ailleurs, le roi Hussein avait déclaré à Amman, avant que ne fusse connue la décision du sommet, que la Jordanie n'assisterait pas à la conférence de paix, si l'OLP était reconnue par les chefs arabes comme l'unique représentant des Palestiniens.

Apparavant, le monarque jordanien avait reçu les ambassadeurs américain et soviétique qui lui avaient transmis une invitation conjointe à assister à la conférence de paix.

Le roi a cependant nuancé ses propos. Il a dit que son pays est prêt à assister à la conférence aux côtés d'une délégation palestinienne, c'est-à-dire, estime-t-on, comprenant non seulement des représentants de l'OLP, mais des personnalités palestiniennes, notamment de Cisjordanie, n'appartenant pas à la résistance.

Reprise du conflit ?

Par ailleurs, au nombre des autres résolutions adoptées par le sommet arabe, figurent notamment celles ayant trait au renforcement de la solidarité arabe et afro-arabe. Il est probable que certaines décisions de la conférence au sommet demeureront

secrètes, les chefs d'Etat ayant pesé à chaque étape de leurs délibérations les deux termes de l'alternative: paix ou reprise du conflit.

A aucun moment, il n'a semblé être question des perspectives de paix et, plus spécifiquement, de l'ouverture à Genève de la conférence internationale avec Israël. Il semble convenu que les trois pays intéressés — Syrie, Egypte et Jordanie — iront à Genève pour négocier au mieux, mais aucun chèque en blanc ne leur a été donné et l'éventualité d'une reprise du conflit a été évoquée dans tous les discours rendus publics.

Ainsi, le président Anouar El Sadate a déclaré hier au sommet que la lutte armée ne pouvait à elle seule régler le problème du Moyen-Orient, en affirmant cependant que la bataille, loin d'être terminée, peut reprendre à tout moment.

Selon le porte-parole de la délégation égyptienne à la conférence, M. Abdelhamid Chafai, le président Sadate a souligné que le 6 octobre n'a été qu'une étincelle et l'affrontement peut durer toute une génération. Le combat militaire ne constitue pas l'unique solution pour le règlement du conflit, a dit le président égyptien, ajoutant que les Arabes étaient cependant sur la bonne voie.

Enfin, le président du Liban, M. Souleiman Frangji, a dit aux journalistes que les Européens, qui auront froid cet hiver, penseront sûrement aux Palestiniens qui vivent depuis 25 ans dans des tentes. Les leaders arabes ont été eux-mêmes surpris par l'efficacité de l'arme du pétrole. Ils ne s'attendaient pas au branle-bas actuel on assiste dans le monde occidental.

L'un des rubans secrets de Nixon révèle qu'il... aimait le consommé

WASHINGTON (AFP, PA, UPI) — Le fameux enregistrement de la Maison Blanche qui comporte un "blanc" de plus de 18 minutes a été écouté pour la première fois en public, hier, devant le tribunal du juge John Sirica.

Mais les auditeurs n'ont pratiquement rien compris aux propos échangés durant une vingtaine de minutes, le 20 juin 1972, entre le président Richard Nixon et ses deux principaux collaborateurs, MM. Hal de Man et Ehrlichman, trois jours après l'arrestation de cambrioleurs au siège du parti démocrate dans l'édifice de Watergate.

Il faut toutefois mentionner que l'enregistrement était une copie de l'original qui a été placé lundi sous la garde du juge Sirica. Cette audition publique, qui marque une nouvelle première dans l'irréversible roman fleuve de Watergate, avait pour but d'aider le tribunal à déterminer les conditions dans lesquelles cet enregistrement aurait pu être accidentellement effacé en partie par le secrétaire du président.

Le moment le plus clair de la conversation entendue par le tribunal a permis d'entendre le président Nixon déclarer: "Je voudrais bien un peu de ce consommé aujourd'hui!"

Par la suite, les représentants du procureur spécial ont entrepris de reconstituer les circonstances qui ont permis de faire disparaître 18 minutes dans un enregistrement avant qu'il ne soit rendu à la justice.

Mlle Rose Mary Woods, la secrétaire personnelle du président, avait expliqué lundi qu'elle avait effacé accidentellement une partie de la conversation de M. Nixon avec M. Hal-

de Man. Mais plusieurs experts ont laissé entendre qu'un tel accident leur apparaissait comme très improbable.

Les représentants du procureur ont donc demandé à Mlle Woods de reconstituer "l'accident" survenu le 1er octobre. Mais la manoeuvre qu'elle effectuait alors eut pour effet d'arrêter l'enregistrement, alors que celui-ci doit continuer lorsqu'il s'agit d'effacer une bande.

Enquête suspendue

Pendant ce temps, la commission sénatoriale d'enquête sur l'affaire Watergate a décidé de suspendre ses auditions publiques afin d'avoir plus de temps pour préparer les phases suivantes de son enquête.

Le président de la commission, le sénateur Sam Ervin, a confirmé que l'enquête porterait maintenant sur les contributions de l'industrie laitière à la campagne pour la réélection du président Nixon et sur l'affaire des \$100,000 versés par le milliardaire Howard Hughes à l'ami intime de Nixon, M. Charles Bebe Rebozo.

Dans le premier cas, la commission tente d'obtenir des documents de la Maison Blanche, tandis que dans l'autre affaire, il s'agit de forcer des employés de Hughes à venir témoigner. Des subpoena en ce sens avaient été remis, il y a quelque temps, à l'avocat de Hughes, mais les employés ont refusé de se présenter en alléguant qu'ils ne les avaient pas reçus en mains propres.

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Gerald Warren, a promis par sa part que des informations complètes sur les finances du président seront rendues publiques très bientôt. Il a ajouté qu'il ne restait

plus à déterminer que de la forme que prendront ces informations et devant qu'elles seront rendues publiques.

M. Warren n'a toutefois pas voulu préciser que les rapports présentés par M. Nixon à l'impôt seraient également publiés. La semaine dernière, le président avait promis à un groupe de six sénateurs qu'il ferait connaître ses rapports d'impôt, ce qui le laverait des accusations suivant lesquelles il aurait profité de son poste pour ne rien payer ou presque en 1970 et en 1971.

Selon la version de M. Nixon, il aurait alors réclamé une exemption d'un demi-million de dollars en échange des dossiers remis en donation à l'Etat des années où il agissait comme vice-président. M. Nixon affirme que la valeur de ces dossiers est beaucoup plus élevée.

Gerald Ford confirmé par le Sénat

WASHINGTON (AFP) — Le Sénat a approuvé hier la nomination de M. Gerald Ford comme nouveau vice-président des Etats-Unis en remplacement de M. Spiro Agnew.

M. Gerald Ford, chef de la minorité républicaine à la Chambre des représentants, avait été choisi le 12 octobre par le président Nixon pour succéder à M. Agnew, qui avait démissionné deux jours avant, en même temps qu'il était condamné à \$10,000 d'amende pour fraude fiscale.

La Chambre des représentants doit approuver à son tour la nomination de M. Ford la semaine prochaine.

C'est la première fois dans l'histoire des Etats-Unis qu'un vice-président est ainsi nommé en cours de mandat au lieu d'être élu en même temps que le président. Depuis leur indépendance, les Etats-Unis ont été dix-sept fois sans vice-président pendant un total de plus de 37 ans.

L'approbation de la nomination de M. Ford par le Sénat avait été précédée lundi par un bref débat au cours duquel peu d'objections furent manifestées. La nomination a été finalement approuvée, hier, par 92 voix contre 3.

On s'attend à ce que le nouveau vice-président prête serment la semaine prochaine immédiatement après sa confirmation par la Chambre des représentants. Il deviendrait automatiquement président au cas où M. Nixon serait destitué par le Congrès ou démissionnerait de ses fonctions en raison de la crise du Watergate.



Le roi Fayçal, d'Arabie saoudite, et le président Sadate, d'Egypte, quittent le Club des Pins à l'issue de la deuxième séance du sommet arabe, à Alger. Il a été décidé de continuer à utiliser l'arme du pétrole contre les pays jugés insuffisamment favorables ou opposés à la cause arabe.

Ulster: des barrages de l'IRA perturbent le trafic routier

BELFAST (AFP, UPI) — Une action terroriste très spectaculaire perturbe gravement depuis hier soir le trafic routier en Irlande du Nord. Utilisant des véhicules de toutes sortes, automobiles, camions, autobus, les terroristes ont établi des barrages sur plus de 30 routes de la province. Certains de ces véhicules sont piégés et plusieurs explosions se sont déjà produites.

Un homme et une femme ont été tués quand leur automobile a foncé à toute vitesse dans un de ces barrages. Les forces de sécurité multiplient les mises en garde aux automobilistes par crainte d'explosions.

Une ville entière, Lurgan, dans le comté d'Armagh, est complètement isolée du reste de l'Ulster, la police ayant préféré barrer toutes les routes qui y conduisent tellement les alertes à la bombe sont nombreuses.

La tactique, qui semble être le fait de l'IRA provisoire, consiste à voler un véhicule, à déposer à bord un engin explosif et à le placer en travers d'une route, quelque part dans la campagne. Entre Belfast et London-

derry par exemple, c'est rien moins qu'un barrage constitué de deux autobus, d'un camion et d'une camionnette. Deux bombes ont déjà explosé, mais elles n'ont pas fait de victimes. D'autres engins ont pu être désamorcés.

Il y a un mois déjà, l'IRA provisoire avait organisé une action de ce genre.

Par ailleurs, dans un communiqué publié à Dublin, l'IRA provisoire a annoncé hier soir qu'elle a placé sur la liste des personnes à abattre les gardes du corps chargés d'assurer la sécurité des politiciens catholiques d'Irlande du Nord qui ont accepté de gouverner en coalition avec les protestants. Vendredi dernier, la maison du député Austin Currie, du SDLP, avait été attaquée.

Une voiture piégée a explosé hier à Londonderry quelques minutes avant le passage de Miss Royaume-Uni, Veronica Cross, qui effectuait une tournée dans la ville. La voiture de Miss Cross, précédée de plusieurs véhicules de l'armée, avait été déviée à cause de la présence de voitures suspectes sur la route.



Un casque bleu robuste

Le caporal Thomas E. Hare, de Port Loring, Ontario, utilise une masse à sa mesure pour enfoncer un piquet de l'une des nombreuses tentes érigées à la piste de courses Chams, au Caire, où le contingent canadien de la force d'urgence de l'ONU établit son quartier général.

Brandt et Pompidou d'accord pour un Conseil européen de l'énergie

PARIS (Reuter) — Le président Georges Pompidou et le chancelier ouest-allemand Willy Brandt se sont mis d'accord, hier, pour proposer à leurs partenaires de la CEE de créer un "Conseil de l'énergie" destiné à forger l'unité de l'Europe de l'Ouest devant la crise mondiale de l'énergie.

M. Willy Brandt a suggéré la création de ce Conseil, au cours des quatre heures de conversation qu'il a eues lundi et mardi avec le président français, afin de préparer la voie à un renforcement de l'unité politique européenne. Les entretiens entre les deux dirigeants ont pris fin hier.

Le chancelier ouest-allemand a déclaré à M. Pompidou que ce Conseil de l'énergie devrait créer un mécanisme permettant au Marché commun de faire rapidement face à l'avenir à des situations telles que l'embargo arabe sur le pétrole destiné aux Pays-Bas.

M. Brandt, qui envisage une coopé-

ration "extrêmement concrète" dans le domaine de l'énergie, souhaiterait que le conseil des ministres des Neuf, dès les 3 et 4 décembre prochains, aborde ce seul sujet de la crise de l'énergie, afin de mettre sur pied le système d'information et de consultation qui constituerait le Conseil de l'énergie.

Les deux dirigeants se sont toutefois mis d'accord pour estimer qu'il serait actuellement prématuré de vouloir demander à certains pays membres de la CEE d'en ravitailler d'autres en pétrole et qu'une certaine discrétion s'imposait dans ce domaine, afin de ne pas aggraver la situation future du Marché commun.

Le président français et le chancelier ouest-allemand ont d'autre part discuté du sommet qui doit réunir les chefs d'Etat et de gouvernement des Neuf à la mi-décembre, à Copenhague. Ils ont tous deux estimé que le but de cette conférence devait être de

fournir à la CEE les moyens de faire face à des crises internationales dès leur déclenchement.

Cette réunion au sommet devrait toutefois pouvoir aborder tout autre sujet d'intérêt commun, ont indiqué les deux dirigeants.

M. Brandt a pour sa part estimé que de tels "sommets" ne devraient pas se tenir à intervalles réguliers, mais qu'il convenait seulement d'en convoquer pour des raisons précises.

MM. Pompidou et Brandt ont par ailleurs examiné la question de la coopération européenne en matière de défense et ont décidé d'adopter une "approche pragmatique" du problème, afin d'éviter tout désaccord potentiel entre les deux pays.

Certains observateurs estiment en effet que Paris est en faveur d'une coopération opérant uniquement dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale tandis que Bonn insisterait pour que la défense européenne reste liée à l'OTAN.

vos horoscopes

AGENCE SCRIBO

LES ENFANTS NES CE JOUR

seront possessifs et conservateurs. Ils se révéleront de grands amateurs d'objets d'art et collectionneurs d'antiquité. Ils seront forts et peu agressifs par nature. Ils préféreront souvent détourner l'obstacle et faire preuve de tact et de diplomatie plutôt que de l'affronter directement.

DU 21 MARS AU 20 AVRIL
BELIER

Vous serez invité à une réunion ou à une réception où vous ferez des conquêtes et où vous risquez d'être con-

quis. Vous ferez le nécessaire pour revoir la personne qui vous a séduit, et vous assurerez la réciprocité.

DU 21 AVRIL AU 20 MAI
TAUREAU

Vos amis voudront se mêler de vos affaires de cœur. Vous ne serez pas tendre avec eux dans vos réactions. Vous pourriez même faire d'un ami un ennemi mortel en lui disant des choses blessantes.

DU 21 MAI AU 21 JUIN
GEMEAUX

Vous avez le feu vert: tout ce que vous ferez accroîtra votre influence et votre pouvoir. Attelez-vous, cependant, aux problèmes d'ordre professionnel. Faites de l'exercice et commencez un régime.

DU 22 JUIN AU 22 JUILLET
CANCER

Mettez au point des tactiques qui vous feront progresser. Ce soir, un ami sera hypersensible. Soyez sociable, participez à des réunions. Faites-vous une idée claire de la situation.

DU 23 JUILLET AU 22 AOÛT
LION

En affaires, ne perdez plus de temps, soyez efficace. Pour atteindre vos buts, faites preuve d'une plus grande largeur de vues. Vous saurez réparer certaines erreurs. Ne vous engagez pas dans des affaires clandestines.

DU 24 AOÛT AU 22 SEPTEMBRE
VIERGE

Vos relations amicales vous apporteront de grandes satisfactions et vous saurez en tirer le meilleur parti. Profitez de cette journée pour vous libérer de vos dettes, pour liquider vos ventes et, d'une façon générale, régler toute affaire d'argent en suspens.

DU 23 SEPTEMBRE AU 23 OCTOBRE
BALANCE

N'agissez pas derrière le dos de quelqu'un. Ne provoquez pas non plus la jalousie des autres; ne ramenez pas tout à vous et ne construisez pas sur du vent. Ayez l'oeil ouvert car il semble y avoir des trahisons autour de vous.

DU 24 OCTOBRE AU 22 NOVEMBRE
SCORPION

Vous ne serez pas du tout méfiant et vous aurez à le regretter. Une personne que vous considérez comme un (ou une) ami(e) fera l'impossible pour vous nuire. Cela vous atteindra surtout moralement.

DU 23 NOVEMBRE AU 21 DECEMBRE
SAGITTAIRE

Vous n'aurez pas le sens des réalités. Vous voguez dans une sorte de nirvana incompatible avec les soucis matériels dont nous devons tenir compte. Cependant, le rêve vous permettra de vivre des amours enchanteurs.

DU 22 DECEMBRE AU 20 JANVIER
CAPRICORNE

Vous pourriez commencer à aspirer au repos, à la solitude et à l'envie de vous en fuir. Rassurez-vous, vous vous adapterez à la situation assez vite, vos enfants seront turbulents et vos passions non moins déchainées.

DU 21 JANVIER AU 19 FEVRIER
VERSEAU

Vous aurez de nouveaux liens amicaux et des ruptures avec des amis de longue date. Vous serez fasciné par l'intelligence d'une nouvelle connaissance. Il est probable que vous vous querellerez avec un ami de toujours.

DU 20 FEVRIER AU 20 MARS
POISSONS

Vastes ouvertures sur le plan social. Vous aurez envie d'en tirer parti au maximum. On vous présentera une personne de nationalité étrangère. Vos moyens de distraction seront quelque peu erronés.

McComber

Chez McComber nous savons combien vous aimez la mode des belles fourrures. Témoin notre superbe nouvelle collection. Venez la voir. Fourrures magnifiques. Grand sens de la mode et du design. Parce que nos experts en fourrures savent combien VOUS aimez la mode des belles fourrures.



McComber INC.
440 ouest, boul. de Maisonneuve 845-1167

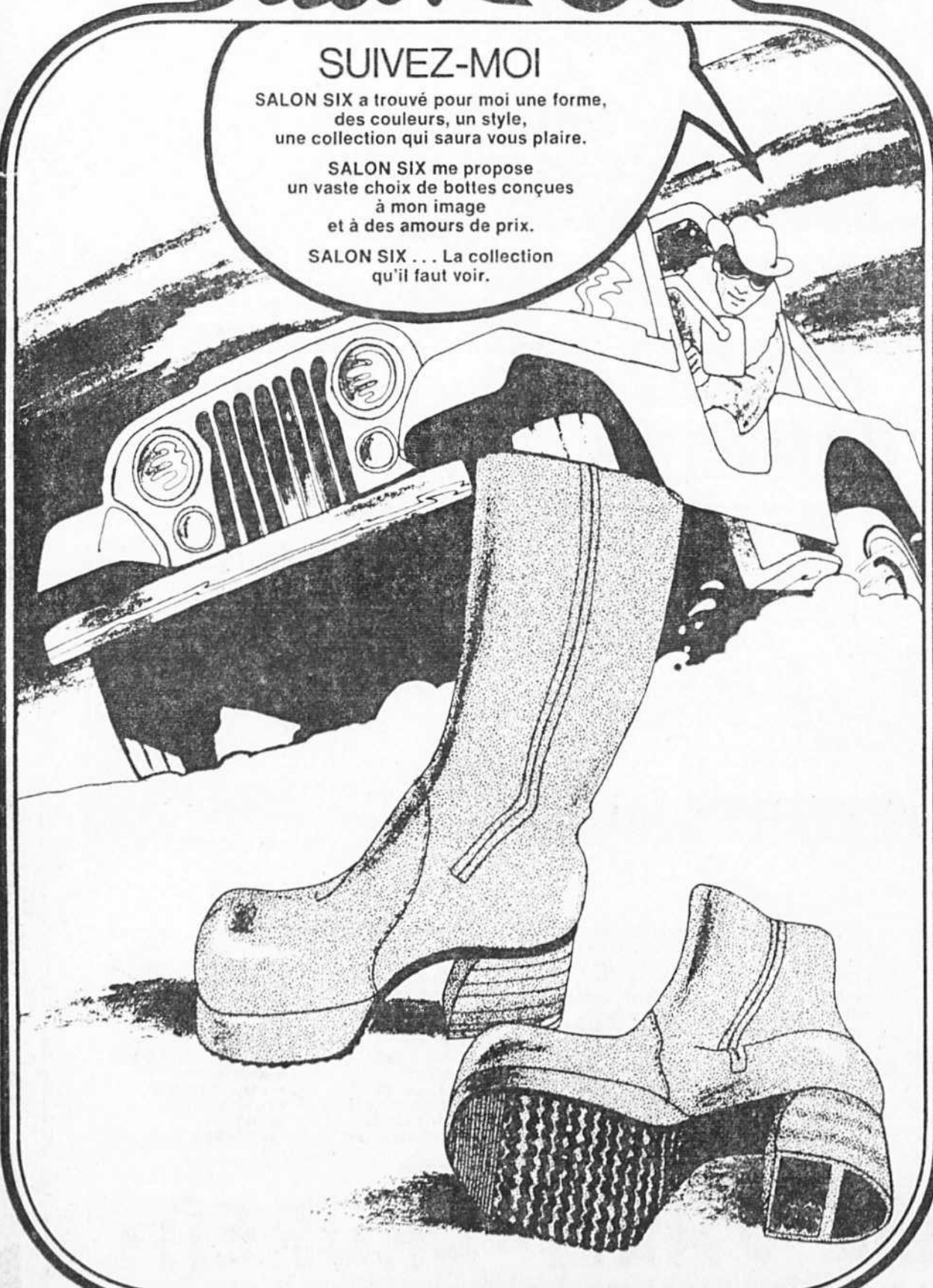
Salon Six

SUIVEZ-MOI

SALON SIX a trouvé pour moi une forme, des couleurs, un style, une collection qui saura vous plaire.

SALON SIX me propose un vaste choix de bottes conçues à mon image et à des amours de prix.

SALON SIX... La collection qu'il faut voir.



27 magasins pour mieux vous chausser dans la région de Montréal et en Province CHARGEX

WARSHAW

GRANDE VENTE PRÉ-HIVER WARSHAW

Fantastique, incroyable. Ce n'est que chez WARSHAW que vous trouverez de tels bas prix. Le no 1 des supermarchés, qui vous fait réaliser des économies... depuis 37 ans déjà et qui continue à vous offrir les meilleures aubaines.

Venez en juger par vous-même.

WARSHAW NE VEND QUE DU BOEUF DE MARQUE ROUGE			
<p>DU NOUVEAU Pour les clients qui viennent AUX TROIS MAGASINS WARSHAW LES LUNDIS ET MARDIS Nous offrons maintenant la livraison GRATUITE avec \$20.00 d'achats ou plus (Lundi et mardi)</p>	<p>DE CÔTES CROISÉES</p> <h2 style="font-size: 2em;">RÔTI \$1.19</h2>	<p>BONNE NOUVELLE Nous faisons maintenant la livraison à notre magasin de Ville Saint-Laurent (340, boul. Laurentien), dans Mont-Royal et Ville Saint-Laurent ainsi que Cavendish Mall A Côte-Saint-Luc Hampstead, Montréal-Ouest Snowden, N.D.G., Outremont et Côte-Des-Neiges</p> <p>SEULEMENT 65¢ A notre magasin du boul. St-Laurent notre service de livraison habituel</p>	
	<p>RÔTI DE PALETTE Coupe régulière</p> <h2 style="font-size: 2em;">99¢</h2>		<p>BOEUF HACHÉ Frais</p> <p>EXTRA SPÉCIAL 89¢</p>
	<p>FOIES, CŒURS, GÉSIEURS, AILES DE POULET</p> <h2 style="font-size: 2em;">59¢ lb</h2>		<p>SPARE RIBS DE PORC FRAIS</p> <h2 style="font-size: 2em;">\$1.19 lb</h2>
	<p>WARSHAW NE VEND QUE DU BOEUF DE MARQUE ROUGE</p>		
<p>COMPTOIR DES FROMAGES FROMAGE BRICK CASINO</p> <h2 style="font-size: 2em;">\$1.29</h2> <p><i>EXTRA SPÉCIAL</i></p>	<p>LIMONADE SEALTEST</p> <p>carton 64 oz</p> <h2 style="font-size: 2em;">45¢</h2> <p><i>EXTRA SPÉCIAL</i></p>	<p>LOTION ROSE pour vaisselle Warshaw</p> <p>bte 24 oz.</p> <h2 style="font-size: 2em;">3 / \$1.00</h2>	
<p>COMPTOIR DES POISSONS FILET DE MORUE FRAÎCHE</p> <h2 style="font-size: 2em;">\$1.15</h2> <p><i>EXTRA SPÉCIAL</i></p>	<p>COFFEE MATE</p> <p>bocal 11 oz</p> <h2 style="font-size: 2em;">79¢</h2> <p><i>EXTRA SPÉCIAL</i></p>	<p>EAU MINÉRALE CARIGAN</p> <p>Grande bouteille familiale</p> <h2 style="font-size: 2em;">19¢</h2> <p><i>EXTRA SPÉCIAL</i></p>	
<p>FROMAGE CANADIEN tranché Liberty</p> <p>paquet 8 oz</p> <h2 style="font-size: 2em;">39¢</h2> <p><i>EXTRA SPÉCIAL</i></p>	<p>SUCRE</p> <p>sac 10 lb</p> <h2 style="font-size: 2em;">\$1.29</h2> <p><i>EXTRA SPÉCIAL</i></p> <p><small>Limite 10 lb par client avec commande de \$10.00 ou plus.</small></p>	<p>POIS VERTS IDÉAL</p> <p>bte 19 oz</p> <h2 style="font-size: 2em;">29¢</h2> <p><i>EXTRA SPÉCIAL</i></p>	
<p>CAFÉ INSTANTANÉ Nescafé</p> <p>bocal 10 oz</p> <h2 style="font-size: 2em;">1.69</h2> <p><i>EXTRA SPÉCIAL</i></p> <p><small>Limite 2 par client, avec commande de \$10.00 ou plus.</small></p>	<p>Papier aluminium REYNOLD'S</p> <p>Rouleau 25'</p> <h2 style="font-size: 2em;">3 / \$1.00</h2>	<p>Liqueurs douces assorties COTT</p> <p>Ordinaires et diététiques bout. 30 oz très grand format</p> <h2 style="font-size: 2em;">18¢</h2> <p><i>EXTRA SPÉCIAL</i></p>	
<p>JUS DE POMMES VITAMINÉ SCOTIAN GOLD</p> <p>bte 48 oz</p> <p>Nouveau prix 67¢</p> <h2 style="font-size: 2em;">49¢</h2> <p><i>EXTRA SPÉCIAL</i></p> <p><small>Limite 1 caisse de 12 boîtes par client avec commande de \$10.00 ou plus.</small></p>	<p>Sauce à spare ribs V-H</p> <p>Bocal 12 oz</p> <h2 style="font-size: 2em;">59¢</h2>	<p>Jello</p> <h2 style="font-size: 2em;">12¢</h2> <p><i>EXTRA SPÉCIAL</i></p>	
<p>JUS DE FRUITS assortis HI-C</p> <p>bte 48 oz orange, raisin, punch et autres.</p> <h2 style="font-size: 2em;">29¢</h2> <p><i>EXTRA SPÉCIAL</i></p>	<p>Soupe poulet et nouilles LIPTON</p> <p><i>EXTRA SPÉCIAL</i></p> <h2 style="font-size: 2em;">26¢</h2>	<p>Succulente salade de pommes de terre</p> <h2 style="font-size: 2em;">59¢</h2> <p><i>EXTRA SPÉCIAL</i></p> <p>la lb</p>	
<p>LAIT ÉVAPORÉ CARNATION</p> <p>bte 16 oz</p> <h2 style="font-size: 2em;">20¢</h2> <p><i>EXTRA SPÉCIAL</i></p>	<p>BEURRE Canada no 1 Pointe-aux-Trembles</p> <p>1 lb</p> <h2 style="font-size: 2em;">74¢</h2> <p><i>EXTRA SPÉCIAL</i></p>	<p>MATZO AUX OEUFS Manichevitz</p> <h2 style="font-size: 2em;">29¢</h2> <p><i>EXTRA SPÉCIAL</i></p> <p>la bte</p>	

VOUS NE PAYEZ PAS POUR LE SERVICE IL EST GRATUIT

WARSHAW
3863, BOUL. SAINT-LAURENT
340, BOUL. LAURENTIEN
MAIL CAVENDISH
CÔTE-SAINT-LUC

BOULANGERIE
Délicieux pain frais
seigle, céréales,
noir ou à l'oignon,
EXTRA SPÉCIAL **45¢**

Chaussons aux pommes
frais du jour,
EXTRA SPÉCIAL **15¢**

DELICATESSEN
POULET FARCI
\$1.59

EXTRA SPÉCIAL

la lb

PRODUITS LAITIERS
SUCCULENT FROMAGE
Cottage Warshaw

carton 12 oz

3 / 1.00

EXTRA SPÉCIAL

PRODUITS CONGELÉS
Pommes de terre frites
Frozo

sac 2 lb

3 / 1.00

EXTRA SPÉCIAL

GÂTEAU ÉTAGÉ
PEPPERIDGE FARM
au chocolat
ou à la vanille

75¢

EXTRA SPÉCIAL

Les fonctionnaires quitteront le CTC s'il ne se réforme pas

par Marcel PEPIN

Après plus de deux heures de discussions, les délégués au congrès du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) ont décidé, par un vote à main levée, d'adresser un ultimatum au Congrès du travail du Canada (CTC) de se réformer, à défaut de quoi le SCFP s'estimerait justifié de se retirer de l'organisme canadien à compter de mai 1974.

Un grand nombre de délégués ont mis leurs confrères en garde contre le geste irréparable que constitue une rupture et exprimé l'espoir que les différends entre le CTC et le SCFP puissent s'a-

menuser sans recourir à la menace de séparation.

La majorité a décidé autrement, se rangeant derrière le président du syndicat, M. Stanley Little qui demandait à l'assemblée un mandat clair pour forcer le CTC à souscrire à un minimum de réformes, les principales étant la réduction du nombre de syndicats, la canadianisation du CTC et la transformation de l'organisme en une centrale syndicale militante et efficace.

Au congrès même, deux autres syndicats affiliés au CTC et groupant eux aussi des fonctionnaires, L'Alliance de la fonction publique et la

Fraternité des cheminots sont venus exprimer leur appui aux demandes de réforme du SCFP.

Le principal grief du SCFP à l'endroit du CTC touche l'affiliation directe à la centrale d'associations de fonctionnaires provinciales qui, selon M. Little, n'est pas acceptable, ni conforme à la tradition syndicale.

L'image conservatrice du CTC

Dans son rapport général, le président Little a décrit le Congrès du travail du Canada en ces termes: "Nous n'aimons pas que l'image du Congrès soit celle d'un

groupe de conservateurs qui perdent de plus en plus contact avec leurs membres, avec l'évolution fondamentale de notre économie et avec les nouveaux contre-courants de notre société."

Accusant le CTC "d'avoir consacré beaucoup de temps et d'argent à persuader les associations provinciales de fonctionnaires de s'affilier directement au CTC plutôt que par l'entremise du SCFP, M. Little conclut à un sabotage par le CTC de l'un de ses propres syndicats".

Il voit dans ce geste une

preuve que le CTC, dominé par les syndicats ouvriers, craint la montée et l'influence des syndicats de cols blancs et se prépare même à les freiner.

La vérité, affirme carrément M. Little, c'est que le CTC ne veut pas voir grandir le Syndicat canadien de la fonction publique, en passe de devenir le plus important syndicat au Canada.

Pour se faire une idée du pouvoir de pression du SCFP auprès du CTC, notons que le CTC reçoit annuellement \$300,000 du SCFP.

Les employés de l'Etat veulent vaincre l'antipathie du public à leur endroit

par Marcel PEPIN

La principale difficulté qu'éprouvent les syndicats de fonctionnaires, c'est l'antipathie de la population à leur endroit.

C'est en substance le message qu'a livré hier le président de l'Alliance de la fonction publique du Canada, M. Claude Edwards, alors qu'il prenait la parole devant les 1,000 délégués au congrès du Syndicat canadien de la fonction publique.

M. Edwards attribue cette réticence de la population à endosser les demandes des fonctionnaires à diverses raisons:

— le sentiment qu'éprouve le public qu'en définitive c'est lui qui doit payer la note;

— l'habitude qu'ont les employeurs de comparer le traitement des fonctionnaires au traitement des salariés dans le secteur privé;

— la réputation d'inefficacité que trahit le secteur public par rapport au secteur privé;

— l'impossibilité dans laquelle se trouvent les syndicats de baser leurs demandes en fonction des bénéfices de l'employeur;

— la variété des fonctions dans le secteur public qui rend illusoire et stérile toute comparaison valable avec un équivalent hypothétique dans le secteur privé.

Prédisant qu'en 1980, 40 pour cent des salariés du Canada émergeront au budget des pouvoirs publics, lesquels budgets atteindront la somme de 75 milliards, M. Edwards a mis l'accent sur la nécessité de trouver tout de suite des mécanismes valables de négociation qui n'aboutissent pas obligatoirement à l'affrontement irrémédiable.

Un élément de solution se trouve selon lui dans l'éducation et l'information du public et des syndiqués sur les enjeux véritables de la négociation. "Nous pourrions, dit-il, par le truchement de l'éducation, mieux faire comprendre aux membres et le rôle qu'ils sont appelés à jouer et la place qu'ils occupent dans la société et, par l'entremise des membres, les mieux faire comprendre au public".

Du même coup, M. Edwards juge essentielle la tâche de contribuer syndicalement à l'amélioration de la qualité du secteur public.

Le syndiqué consommateur

D'autre part, M. Edwards s'est fait l'avocat d'une action syndicale qui dépasse la simple négociation d'un contrat. "Nos membres sont aussi des consommateurs, dit-il. Dans un contexte économique où les prix augmentent à un rythme sans précédent depuis 22 ans, il nous faut nous préoccuper du logement, de la protection de l'environnement, de la publicité frauduleuse et de la discrimination."

Les non-syndiqués

Enfin, à cause de l'importance grandissante que prennent les syndicats de cols blancs dans le mouvement syndical, M. Edwards a invité les délégués au congrès du SCFP à contribuer de diverses manières à la syndicalisation des salariés dans

protection. "Ces travailleurs constituent un secteur important de la société et nous pourrions, de concert avec eux, communiquer plus efficacement avec le public dont il nous faut vaincre l'antipathie", a-t-il souligné.

La grève

Concernant l'usage de la grève comme arme de négociation, M. Edwards a reconnu qu'en plus d'indisposer le public, cette méthode ne satisfait pas les syndicats.

"Nos membres et le grand public exigeront de notre

part un recours à des solutions dynamiques pour résoudre nos différends", dit-il, en soulignant le progrès que constitue la possibilité, dans la fonction publique fédérale, d'opter au choix pour la grève ou l'arbitrage à l'étape finale des négociations.

Touchant un mot du différend qui oppose le SCFP au Congrès du Travail du Canada, M. Edwards a préché la retenue, invitant le SCFP à réformer le CTC de l'intérieur plutôt que de provoquer la division du mouvement syndical.



photo Réal St-Jean, LA PRESSE
Pour Claude Edwards, il faut vaincre l'antipathie de la population envers les fonctionnaires.

IMPORT BAZAAR

découvrez notre choix important d'articles en bois sheesham aux vitraux

2.99

3.99

Bols en Bois "Sheesham" de l'Inde.

1.49

de Taiwan

Carillons en Bambou (Hibou)

les poser indique dans une fenêtre, un œuvre d'art

d'Espagne, d'Italie, Venezuela, et plusieurs autres pays.

99

plusieurs couleurs

Fleurs Sèches

99 à 1.28 la gerbe.

99

Fleurs de Papier du Mexique

3.99

2.99

Paniers en Osier — grande sélection de modèles et de tailles parfaits pour vos fleurs sèches le pain, les magazines, etc.

1.49

Bougies-Luques de Hong-Kong

7.99

6.99

Miroir Mural orné de Draperie

— nouvel arrivage provenant de villages indiens — les accrocher au mur ou les coudre dans vos sacs.

pour elle

pour lui

6.99

Gants en peau de l'apin de l'Inde.

IMPORT BAZAAR

CENTRE-VILLE
Sainte-Catherine et Peel
866 6166

SAINT-LEONARD
Plaza K Mart
Lacordaire et
Grandes Prairies
322 7200

RUE SAINT-HUBERT
6720, rue Saint-Hubert,
pres Saint-Zotique
270 3054

WEST ISLAND MALL
Transcanadienne
au chemin des Sources
684 6810

MONTREAL-OUEST
Sherbrooke et
Westminster
488 6514

Nous regrettons pas de commandes postales. s.v.p.

10 h à 18 h, lundi, mardi, mercredi
10 h à 21 h, jeudi et vendredi
10 h à 17 h, samedi

Valiquette

Dans notre boutique moderne au 1er étage.

Importe du Danemark, sofa 3 places, coussins détachables au siège et au dossier, recouvert de juste naturelle.

ord. 1195 pour 945.

Caisseuse de même description

ord 700 pour 600.

moderne

N.G. VALIQUETTE LTÉE 510 est, rue Sainte-Catherine 842-8811

Valiquette

AU 5e ETAGE

Tout un plancher pour ameublement total en colonial; grande variété de meubles.

Bureau triple, miroir, chiffonnier, tête de lit 60", 2 tables de chevet, table ronde, 4 chaises, buffet, huche, sofa et fauteuil droit.

ORME ANTIQUE 15 mcx 1,879.

N.G. VALIQUETTE LTÉE, 510, est Ste-Catherine 842-8811

L'OSM cessera toute activité

L'Orchestre symphonique de Montréal cessera toute activité à compter du 20 décembre. C'est ce qu'ont appris ce matin les journalistes convoqués par la direction de l'organisme à la Place des Arts. Trois raisons sont invoquées pour justifier cette grave décision: 1) l'impossibilité de trouver une solution au déficit de \$470,000 accumulé au cours des trois dernières années; les appels en ce sens lancés aux trois niveaux de gouvernement le 21 novembre sont demeurés sans ré-

ponse; 2) l'insuffisance de la subvention provinciale de \$210,000 pour l'année courante; 3) le fait que la subvention de \$160,000 de la Ville de Montréal soit demeurée bloquée par suite du conflit avec l'Union des musiciens. De plus, la marge de crédit de l'OSM de \$250,000 a été réduite par la banque à \$100,000. C'est donc strictement pour des raisons financières que l'OSM a été amenée à prendre la décision de se saborder.

Moins de pétrole du Venezuela au Québec?

par Marcel DESJARDINS
de notre bureau d'Ottawa

OTTAWA — C'est la société internationale Exxon qui décidera si la pénurie de pétrole sera de 100,000 ou de 200,000 barils par jour au Québec, cet hiver.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, M. Donald MacDonald, a admis, hier, aux Communes, que l'Est du Canada, déjà privé d'importants arrivages de pétrole arabe, pourrait être coupé d'une partie de

ses approvisionnements du Venezuela si Exxon en décide ainsi via sa filiale vénézuélienne Creole Oil Corporation.

Le ministre a admis que dans les circonstances, le gouvernement canadien ne pouvait pas faire grand-chose pour influencer les décisions des grands fournisseurs comme Aramco (Arabian American Oil) et Exxon. C'est que le gouvernement canadien se trouve exclu des contrats que Exxon, par l'entremise de sa filiale Creole, au Venezuela, passe à des raf-

fineurs canadiens comme Esso Imperial pour l'approvisionnement de Montréal et de l'Est du Canada.

"C'est, a-t-il dit, un autre exemple où le secteur privé ne peut pas protéger adéquatement les intérêts des Canadiens."

Quant à lui, cette situation vient justifier les efforts qu'il déploie présentement au sein du cabinet pour faire accepter la création d'une société nationale des pétroles par ses collègues du conseil des ministres.

Joint hier à Toronto, le président du conseil d'administration d'Esso Imperial, M. William Osborn Twaits, a dit ignorer l'intention d'Exxon, qui contrôle 67 p. cent de la compagnie canadienne, d'invoquer prochainement la clause de "force majeure" pour réduire le ravitaillement de pétrole vénézuélien à la raffinerie d'Esso à Montréal-Est.

"Je n'ai pas pris connaissance de la déclaration de M. MacDonald, d'affirmer Voir PETROLE, page A 6



Le "parrain" du crime organisé à Montréal en compagnie de deux de ses principaux adjoints et des amis ont été photographiés lors d'une réunion, à Acapulco, en février 1970. Dans l'ordre habituel, on voit assis à côté d'une belle inconnue, le "lieutenant" Paolo Violi, sa femme Grazia, le "Parrain" Vincent Cotroni, un autre de ses lieutenants, son frère Frank et le bras-droit de ce dernier, Claude Faber.

Québec craint une pénurie

par Gilles LESAGE
de notre bureau de Québec

QUEBEC — Admettant pour la première fois — au moins de façon aussi claire — que le Québec peut subir une prochaine pénurie de pétrole, le gouvernement souscrit aux mesures de restrictions volontaires préconisées par Ottawa, concernant l'huile de chauffage et l'essence.

Il se propose de prendre lui-même une série de mesures concrètes.

Mais il reste toujours opposé, jusqu'à plus ample information, au prolongement de l'oléoduc de Sarnia à Montréal.

Quant aux négociations directes avec les pays arabes producteurs de pétrole, elles n'en sont encore qu'au stade préliminaire.

Tels sont les faits qui ressortent de la déclaration que le ministre des Richesses naturelles, M. Gilles Massé, a faite hier à l'Assemblée nationale, et des propos qu'il a tenus par la suite aux journalistes.

L'opposition officielle — le Parti québécois — a fraîchement accueilli ces propos, les mettant en parallèle avec les propos rassurants que tenaient, il y a quelques jours à peine, le premier ministre Bourassa, et son porte-parole en matière énergétique.

Mesures de sécurité

Selon M. Massé, l'ampleur d'une éventuelle restriction des importations de pétrole venant des pays arabes reste "encore incertaine" pour le Québec, qui s'y alimente pour 25 pour cent de sa consommation. "Il demeure encore possible, admet-il, que l'Arabie saoudite et Abu Dhabi aient l'intention de cesser d'acheminer leur pétrole destiné aux raffineries montrealaises par l'oléoduc de Portland."

A l'heure actuelle, le niveau des inventaires se compare à celui des an-

Voir QUEBEC, page A 6

Vic Cotroni, le numéro un

par Bernard MORRIER

"Vincenzo "Vic" Cotroni est incontestablement le chef du crime organisé à Montréal. Il ne s'agit pas là d'une affirmation gratuite ou d'une spéculation mais bien un fait authentique que nous serons en mesure de prouver à partir de données précises, recueillies au cours des dernières années, à la suite de filatures, de descentes, d'écoute électronique et d'en-

quêtes, dans le cadre des opérations policières Vegas et UKO."

C'est ce qu'a déclaré hier le caporal Bernard Couture, de la Sûreté du Québec, corroboré par son confrère, le caporal Guy Pharand, à la reprise des audiences publiques de la Commission d'enquête sur le crime organisé.

Pour appuyer ses dires, le policier a produit un organigramme de sa con-

fection indiquant que quatre organisations séparées, conduites respectivement par Paolo Violi, Nicholas "Nick" Di Iorio, Frank Cotroni et Luigi Greco (maintenant décédé), opéraient directement sous les ordres de Vic Cotroni.

Ce dernier a été décrit comme étant le "cerveau" du crime organisé, tandis que ses quatre lieutenants étaient des exécutants, confiant les ordres du

chef à des exécutants. Chacun avait son groupe et parmi les exécutants de Di Iorio, on remarque notamment Romeo Bucci, Frank Dasti, Angelo Lanzo et Irving Goldstein.

Avant que ne débute le témoignage du caporal Couture, un des procureurs de la CECO, Me Guy Dupré, a tenu à préciser que la reprise de l'étude de la facette du jeu et des paris illégaux allait évidemment être débordée par

l'apparition d'autres faits s'y rattachant comme "l'affaire Laporte", la corruption et l'infiltration du monde interlope dans différents domaines.

"Il ne s'agira pas, a-t-il expliqué, d'étudier la corruption comme telle, puisqu'une facette est déjà prévue pour plus tard à cet effet, mais d'établir l'infiltration du crime organisé à travers certains intermédiaires qui,

Voir COTRONI, page A 6

AUJOURD'HUI

Camil Samson ne veut plus entendre parler de Dupuis

— page A 2

Le sommet arabe récompense le Japon

— page E 1

SOMMAIRE

Arts et spectacles: H 7 à H 9
Bandes dessinées: I 4
Cinéma: H 9
Décès, naissances, etc.: G 21
"Dites-moi, docteur": E 5
Économie: C 16 à C 21
Editorial: A 4
Êtes-vous observateur?: G 9
Horoscope: E 12
Informations étrangères: E 1
La petite patrie: G 8
Les maux de notre langue: G 5
Loisirs et Récréation: A 15
"Mot-mystère": G 13
Mots croisés: G 15
"Matoneige": G 19
"Mon œil sur Montréal": E 13
Petites annonces: G 6 à G 20
Photographie: C 12
Radio et télévision: A 8
Religion: G 2
Sports: C 1 à C 11, C 14, C 15
Tribunaux: E 19, F 5, H 3, H 5
Vivre aujourd'hui: E 2 à E 13

Le dossier de la pègre

Suite aux révélations qui ont été faites, hier, devant la Commission d'enquête sur le crime organisé et démontrant que M. Vincent Cotroni est le chef du crime organisé à Montréal, LA PRESSE publiera demain les résultats d'une longue enquête portant sur les ramifications et le contrôle de la pègre américaine sur la Cosa nostra montréalaise.

Ce dossier du journaliste Michel Auger, de LA PRESSE, dévoilera qui sont les véritables patrons du crime organisé à Montréal. Il fournira aussi des détails sur le contrôle qu'exerce la mafia sicilienne dans la métropole canadienne.

LA PHOTOGRAPHIE

A propos de ces photographies célestes

— page C 12

LA MOTONEIGE
— page G 19

Un salon funéraire pour chats, chiens, chevaux, perruches...

par Louise COUSINEAU

Indice d'une société prenant son essor ou déjà rendue au seuil de la décadence? Toujours est-il que la région montréalaise compte maintenant un salon funéraire pour animaux, le premier au Canada.

Propriété d'un ex-camionneur ayant du flair pour les affaires, le SPCR est destiné à ces chères créatures trop "fancy" pour aller finir leur existence à la SPCA comme tout le monde.

Le Starlight Pet Coffin Redg offre cinq catégories d'enterrement: de \$55 à \$380. Ce qui donne droit à la cueillette du défunt à domicile, à son parfumage (il n'y a pas d'embaumement) à un cercueil en pin capitonné, à l'exposition dans le salon funéraire où le tapis seulement à coûté \$500, à l'enterrement et à une pierre tombale. En plus de ça, on vous remettra une petite couronne en fleurs séchées pour rapporter chez vous.

Il y a déjà deux cimetières d'animaux dans la région montréalaise, mais M. Pierre Pleau, président-fondateur du SPCR, les trouve déficients. Et en plus, ils n'offrent pas le salon funéraire et tous les services connexes.

L'entreprise est située à Beloeil, dans une maison de stuc blanc toute neuve. A l'intérieur, on peut choisir un cercueil parmi différents modèles. Il y en a un minuscule pour perruche et un immense pour cheval. Tous contiennent un petit oreiller et un linceul.

Le cher défunt est couché sur le côté et est couvert jusqu'au cou. L'exposition dure au minimum 17 minutes, soit le temps requis pour creuser la fosse. Les clients qui le désirent peuvent toutefois faire prolonger la cérémonie, avant de sceller la bière.

M. Pleau dit avoir eu l'idée du salon lorsque son cher Mickey est mort, et qu'il l'a envoyé se faire incinérer. Il s'est renseigné sur la fin ultime de son chien et a découvert qu'on n'incinère pas les animaux, mais qu'on les envoie dans des usines de transformation d'où ils ressortent en produits chimiques servant d'ingrédient à la confection des cosmétiques.

C'en était trop. Le résultat de la révolte de M. Pleau contre la mort de chien ouvre officiellement aujourd'hui.

Voir SPC, page A 6



photo Antoine Désilets, LA PRESSE

M. Pierre Pleau a des cercueils pour tous les animaux. Il tient ici celui d'une perruche.

mini-presse

le monde

Les leaders arabes réunis en conférence à Alger ont décidé de reconnaître comme **seul représentant** du peuple palestinien l'OLP, mouvement dirigé par Yasser Arafat, infligeant ainsi une rebuffade au roi Hussein de Jordanie. Le sommet arabe a aussi décidé de la poursuite de l'**embargo pétrolier** de façon judicieuse. C'est ainsi que le Japon et les Philippines ont été récompensés de leurs récentes prises de position favorables aux Arabes: l'embargo pétrolier est **suspendu** temporairement dans leur cas, comme pour les pays européens, sauf les Pays-Bas.

A Paris, le président Pompidou et le chancelier Brandt se sont mis d'accord pour proposer à leurs partenaires de la CEE de créer un **Conseil de l'énergie**, destiné à mener une action commune face à

des crises telles que l'embargo arabe sur le pétrole.

Pour la première fois depuis le début de l'enquête sur l'affaire Watergate, l'un des **enregistrements** tant discutés de la Maison Blanche a pu être **écouté** en cour devant le juge Sirica. Mais à peu près tout ce que cette audition a révélé, c'est que le président Nixon aimait le **consommé**. De plus la secrétaire du président a été prise en défaut quant à sa version du **blanc** de 18 minutes sur l'un des rubans. La commission Ervin a par ailleurs **suspendu** ses auditions publiques jusqu'en janvier au moins.

Le Sénat américain a finalement **approuvé** la nomination de M. Gerald Ford à la vice-présidence en remplacement de Spiro Agnew. La Chambre des représentants doit se prononcer la semaine prochaine.

le Québec

Le député conservateur de Saint-Hyacinthe, M. Claude Wagner, s'est engagé hier à mettre à jour, d'ici la fin de l'année, le dossier de la **marine marchande** et à harceler le gouvernement Trudeau pour qu'on obtienne cette marine marchande au pays.

Madame Albanie Morin, député libéral de Louis-Hébert, soutient que la police devrait avoir le droit d'**espionner** qui elle veut et sans demander la permission à personne. Mme Morin affirme également, pour appuyer sa thèse, que la province de Québec est assaillie de **loi et d'ordre**.

Le président de la société Air Canada, M. Yves Pratte, a nié catégoriquement hier que les avions de cette compagnie soient **dangereux**. M. Pratte soutient, au contraire, que les usines d'entretien

d'Air Canada sont considérées souvent comme les meilleures en Amérique du Nord.

Dans son premier discours important en réponse au message inaugural, le chef de l'Opposition officielle, M. Jacques-Yvan Morin, a accusé hier le gouvernement du Québec de ne pas savoir quoi faire de l'héritage de la **révolution tranquille**. M. Morin a déploré le fait que le gouvernement Bourassa n'utilisait pas pleinement les instruments collectifs mis sur pied par le gouvernement de M. Jean Lesage.

Même s'il a été expulsé des rangs du Parti créditiste, M. Camil Samson entend continuer de siéger à l'Assemblée nationale comme député créditiste, mais "ne veut plus rien savoir" du chef du parti, M. Yvon Dupuis.

méto

Cinq individus, dont quatre **Mont-réalis**, sont présentement détenus relativement à la découverte, la semaine dernière, d'une gigantesque **fraude bancaire** qui s'est déroulée au Canada, en Irlande et en Angleterre et qui a rapporté un **demi-million de dollars** au monde interlope. La police a détenu trois personnes, qui ont été relâchées, pour les interroger, dont Moïse Darabanner.

La Sûreté du Québec et la police de la CUM n'ont observé aucun changement dans le **style de conduite** des propriétaires d'autos du

Québec depuis que l'essence se fait rare. Les Québécois conduisent **aussi vite**, comme si l'essence coulait à flot. Selon les policiers, il faudrait que les **mesures volontaires** de réduction de la vitesse soient **obligatoires**.

Le président de la Fraternité des policiers de la CUM, M. Guy Marcil, trouve **regrettable** que le Solliciteur général du Canada ait **refusé** de mettre à l'ordre du jour de la conférence fédérale-provinciale des **ministres de la Justice** la demande de subvention de \$50 millions du Québec.

LA MÉTÉO

Peu de changement demain

Peu de changement en ce qui concerne la météo, puisque selon les prévisions émises par le bureau météorologique de Montréal, une perturbation située présentement sur le sud de l'Ontario s'avance vers nos régions, ce qui provoquera du temps nuageux encore une fois partout sur la province.

Une zone de précipitation, ayant

recouvert le sud-ouest au cours de la nuit, devrait s'étendre vers l'est durant la journée de demain.

Le degré de température demeurera un peu au-dessus de la normale de 35 degrés et la précipitation se manifestera en pluie ou en bruine.

Le ciel sera variable et on annonce du refroidissement demain.

à Montréal

AUJOURD'HUI
Maximum 40 — Minimum 30
Faible bruine ou pluie passagère

DEMAIN
Ciel variable et plus frais

au Québec

REGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Saint-Maurice	30	40	Nuageux avec pluie	Nuageux et plus frais
Outaouais	30	40	Bruine ou pluie passagère	Ciel variable et plus frais
Laurentides	32	40	Pluie passagère	Ciel variable et plus frais
Cantons de l'Est	30	40	Bruine ou pluie passagère	Ciel variable et plus frais
Québec	30	40	Nuageux avec pluie	Nuageux et plus frais
Rimouski	30	40	Nuageux avec pluie	Nuageux et plus frais
Lac-Saint-Jean	30	40	Nuageux avec pluie	Nuageux et plus frais
Baie-Comeau	20	35	Nuageux avec neige	Neige locale et plus frais
Sept-Îles	20	35	Nuageux avec neige	Neige locale et plus frais
Gaspé	20	35	Nuageux avec neige	Neige locale et plus frais

au Canada

	AUJOURD'HUI	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Averses	—	—
Alberta	Averses	—	—
Saskatchewan	Nuageux	0	20
Manitoba	Ensoleillé	0	20
Ontario	Pluie	40	50
Nouveau-Brunswick	Pluie	30	45
Nouvelle-Écosse	Pluie	30	40
Île-du-Prince-Édouard	Pluie	30	40
Terre-Neuve	Ensoleillé	25	40

si vous partez

Aux Etats-Unis	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.		
New York	50	62	Chicago	37	42	New Orleans	52	65
Washington	55	74	San Francisco	49	61	Miami	74	82
Boston	42	60	Los Angeles	50	73			

Vers les capitales	Min.	Max.	Min.	Max.	
Paris	—	37	Moscou	—	21
Londres	—	36	Stockholm	—	25
Rome	—	54	Tokyo	—	59
Berlin	—	32	Athènes	—	72
Amsterdam	—	34	Casablanca	—	66
Bruxelles	—	34	Genève	—	32
Madrid	—	48	Le Caire	—	70

Vers les plages	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.		
Acapulco	72	86	Bermudes	67	—	Nassau	70	82
Mexico	52	75	Barbades	73	84	Rio de Janeiro	72	84

(Ces chiffres indiquent le minimum enregistré hier et le maximum la nuit dernière)

la pollution

Concentration d'anhydride sulfureux

Poste	Concentration moyenne	Concentration de pointe
Saint-Jacques	139	364

L'anhydride sulfureux n'est qu'un agent polluant sur plus d'une centaine, mais en général, quand celui-ci est à la hausse, les autres le sont aussi. La CUM vise comme objectif une concentration annuelle moyenne ne dépassant pas 60 microgrammes par mètre cube.

Camil Samson ne veut plus rien savoir de Dupuis

par Daniel L'HEUREUX de notre bureau de Québec

QUÉBEC — Même s'il a été expulsé dimanche dernier des rangs de son parti par le conseil provincial du Parti créditiste, le député de Rouyn-Noranda, M. Camil Samson, entend continuer de siéger à l'Assemblée nationale comme "député du Parti créditiste" mais "ne veut plus rien savoir" de son chef Yvon Dupuis.

C'est ce que M. Samson a laissé entendre, hier, au cours d'une conférence de presse où il a livré ses premières réactions à son "expulsion".

Le député de Rouyn-Noranda considère cette expulsion comme "une farce monumentale", au surplus illégale parce qu'elle a été décidée au cours d'une rencontre qu'il considère comme illégale.

Tout en admettant que M. Dupuis est toujours le chef du Parti créditiste, M. Samson ne le reconnaît plus comme chef de son parti. Le député expulsé reproche en outre à M. Dupuis d'avoir adhéré au Parti créditiste "pour détruire le parti".

Il refuse cependant d'indiquer maintenant qui aurait investi M. Dupuis d'une telle mission, de même qu'il dit ignorer quel mobile l'aurait incité à agir de la sorte.

M. Samson accuse par ailleurs M. Dupuis d'avoir déjà entrepris des négociations avec l'Union nationale en vue d'en arriver à un regroupement des deux formations. M. Samson y est farouchement opposé.

Et c'est pour cela qu'il favorisait la tenue d'un congrès général le plus tôt possible afin que "les membres puissent s'exprimer avant de perdre leur parti".

Quant au congrès que l'exécutif créditiste avait décidé de tenir les 8 et 9 décembre à Québec, il semble bien

qu'il aura lieu, même si cette décision a été renversée dimanche par le conseil provincial du Parti créditiste.

On sait que cette instance du PC a corollairement décidé que les prochaines assises auraient lieu en mai, à Montréal, et a même décrété que tout créditiste qui assisterait à un autre congrès serait passible de sanction pouvant aller jusqu'à l'expulsion.

Pourtant, celui qui avait été désigné pour organiser le congrès de décembre, M. Gérard Perron, poursuit le travail qui lui a été confié.

Travaillant dans le bureau même de M. Samson, M. Perron refuse d'être identifié à l'un ou l'autre clan mais affirme que l'exécutif ne lui a pas encore contremandé l'organisation du congrès de décembre. Il reconnaît toutefois que M. Dupuis lui met un peu "les bâtons dans les roues" en refusant de lui remettre la liste des 22.000 membres du parti.

M. Samson, quant à lui, assistera au congrès de décembre.

Fabien Roy

Quant à Fabien Roy, c'est au plus tard à l'occasion de ce congrès qu'il devra se brancher en faveur de l'un ou l'autre clan s'il ne le fait pas d'ici là.

Déjà hier, il a indiqué qu'il se considérait d'abord mandaté par ses électeurs et non par le parti. En conséquence, pour mener sa tâche à bonne fin, il estime qu'il doit placer en tête de ses priorités sa collaboration avec M. Samson, tout en sachant que cette attitude pourrait entraîner son expulsion.

Mais, pour l'instant, cet apôtre de l'unité créditiste essaie de se maintenir à cheval sur la clôture entre les deux clans.

Des appuis pour Samson

Entre-temps, le déclinisme qui était susceptible de suivre l'expulsion de M. Samson s'est manifesté de façon concrète, au moins deux exécutifs régionaux ayant appuyé le député de Rouyn-Noranda.

C'est l'exécutif régional de Québec qui a été le plus violent en désavouant publiquement "l'attitude dictatoriale de MM. Dupuis et Cossette lors du pseudo-conseil provincial tenu à Brossard". Le même exécutif va même jusqu'à dire que M. Dupuis poursuit le rôle de "pourfendeur des créditistes" qu'il tenait en 1963.

Un porte-parole de l'exécutif régional du Saguenay-Lac-Saint-Jean a, pour sa part, fait savoir que les dirigeants créditistes des cinq comtés de la région avaient déclaré "illégal" la rencontre de Brossard.

Un communiqué du chef

Enfin, le chef du parti, M. Yvon Dupuis, a émis un communiqué pour rappeler que l'expulsion de M. Samson était "irrévocable".

Soulignant aussi que ceux qui assisteront au congrès de décembre s'exposent également à l'expulsion, le chef créditiste a conclu: "Nous préférons perdre des membres négatifs que de continuer à conserver dans nos rangs des indésirables".

Roy et Samson ont du mal à se faire "reconnaître"

QUÉBEC (PC) — Dès la reprise des travaux parlementaires, hier, la question de la reconnaissance des deux députés élus sous l'étiquette du Parti créditiste à l'Assemblée nationale s'est posée, sans toutefois que le problème soit réglé pour autant.

A la suite de la déclaration du ministre des Richesses naturelles, M. Gilles Lavoie, concernant la crise du pétrole, l'ex-chef créditiste qui siège pour l'instant comme député indépendant, M. Camil Samson, a demandé une directive au président de l'Assemblée nationale, M. Jean-Noël Lavoie, sur son droit de réplique.

M. Samson a fait valoir que le ministre lui avait fait parvenir, avant le début des travaux de la Chambre, une copie de cette déclaration, et il s'est demandé si par ce fait M. Massé n'avait pas voulu annoncer que le gouvernement reconnaissait, à lui et à son collègue de Beauce-Sud, M. Fabien Roy, le droit de siéger comme les représentants de ce parti.

Selon le règlement de l'Assemblée nationale, une copie des déclarations ministérielles est remise au chef de l'Opposition officielle et aux autres chefs de parti reconnus.

Mais, comme cette question n'est pas encore réglée, M. Samson a demandé le consentement unanime de la Chambre "afin qu'il soit permis aux représentants du Parti créditiste de faire connaître aussi leurs commentaires à cette déclaration ministérielle".

Le leader parlementaire du Parti québécois, M. Robert Burns, a cependant refusé le droit à M. Samson de s'exprimer sur cette question, ce qui a fait dire à plusieurs que les traditionnelles chicanes entre les députés de l'Opposition n'étaient pas encore terminées, malgré leur nombre restreint.

Puis, plus tard au cours de la période des questions, MM. Samson et Roy ont dû intervenir fréquemment pour faire valoir leur droit de député, ce à quoi le président Jean-Noël Lavoie s'est prêté de bonne grâce.

En raison de la loi actuelle de l'Assemblée nationale, le Parti créditiste n'ayant pas obtenu 20 p. cent des voix aux dernières élections, n'est pas reconnu comme parti en chambre.

Cette loi adoptée en 1970, et faite sur mesure pour les circonstances de l'époque, stipule qu'un parti pour être reconnu doit avoir obtenu 20 p. cent du vote ou fait élire 12 députés.

ANGLAIS - ESPAGNOL ALLEMAND COURS DE CONVERSION \$99

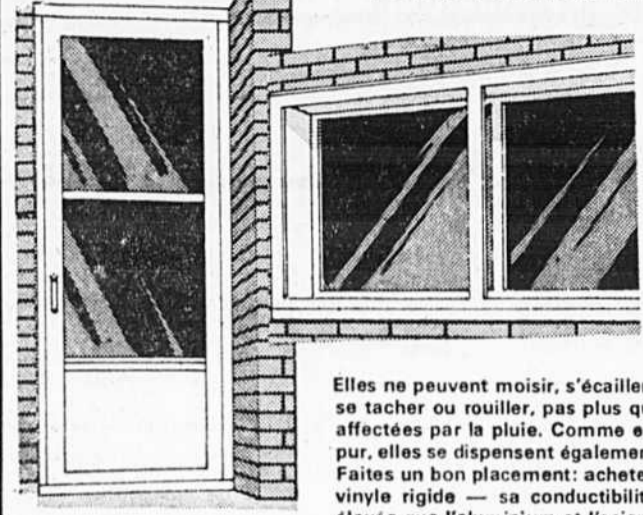
OFFRE SPÉCIALE VALABLE CETTE SEMAINE SEULEMENT 20 SEMAINES - JOUR - SOIR DÉBUT DES COURS: JANVIER 1974

LPS
Étage F, Place Bonaventure 878-2821
Reconnue par le Ministère de l'Éducation
Permis no 749786 — (Culture personnelle)

DONNEZ À VOTRE MAISON UNE PROTECTION DURABLE AVEC LE VINYLE RIGIDE

RF Goodrich

POUR PORTES ET FENÊTRES



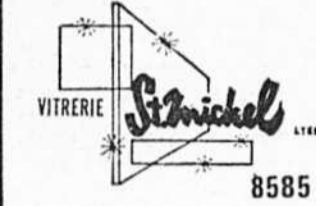
Ces étonnantes portes et fenêtres intérieures et extérieures, épargnent beaucoup de temps et de travail, car elles n'ont jamais besoin d'entretien.

Elles ne peuvent moisir, s'écailler ou peler, ni ternir, se tacher ou rouiller, pas plus qu'elles peuvent être affectées par la pluie. Comme elles sont d'un blanc pur, elles se dispensent également de peinture. Faites un bon placement: achetez dès aujourd'hui le vinyle rigide — sa conductibilité est 1.000 fois plus élevée que l'aluminium et l'acier. (B.F.C. Laboratory 1963).

727-2843

GARANTIE ÉCRITE DE 5 ANS

8585 — 10e avenue, Saint-Michel, Montréal 455



ne pensez pas avoir vu tout notre stock... car nous avons toujours du nouveau!

Bowl & Board

1198 rue St. Catherine ouest

861-3215



Un cadeau de santé de

VIC TANNY



CARTE DE MEMBRE POUR 20 VISITES SEULEMENT

\$20

Un cadeau vraiment bénéfique pour vos amis, parents et associés... vous leur ferez découvrir ce monde merveilleux de détente, d'agrément et de mise en forme. Une carte de membre pour 20 visites dans un emballage vraiment superbe. Une brochure en couleur et une lettre de bienvenue du président de Vic Tanny's accompagnent cette carte. Faites votre liste de cadeaux aujourd'hui et assurez-vous d'y apposer le nom le plus important de tous... le vôtre.

VIC TANNY

8 STUDIOS DE SANTÉ ET DE MISE EN FORME

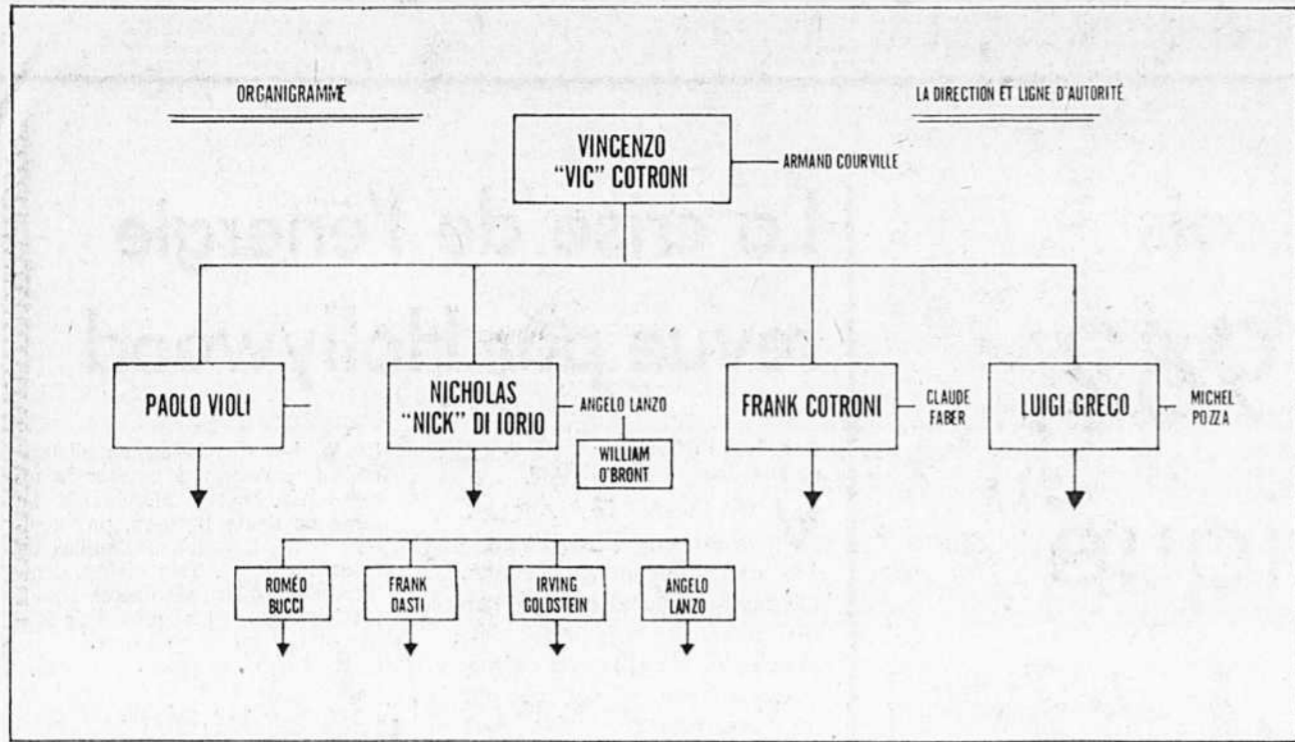
Pour communiquer avec le studio le plus près, composez



866-3992

20 visites à faire pendant 8 semaines...

VOUS POUVEZ VOUS LES PROCURER DANS TOUS LES LOCAUX VIC TANNY. VENEZ TÔT POUR ÉVITER LES DÉCEPTIONS... CES CARTES EXISTENT EN NOMBRE LIMITÉ DANS CHAQUE STUDIO.



L'organigramme dévoilé hier par les caporaux Bernard Couture et Guy Pharand place incontestablement Vincenzo "Vic" Cotroni à la tête de la mafia montrealaise. Il est aidé directement de quatre lieutenants : Paolo Violi, appelé à lui succéder, Nicholas Di Iorio, son frère Frank Cotroni et Luigi Greco, décédé accidentellement l'an passé. C'est le groupe Di Iorio qui s'occupe en particulier de la corruption politique. A remarquer que William O'Bront, le financier de la pègre montréalaise, se trouve dans ce groupe.



Nicholas "Cola" Di Iorio

COTRONI

SUITE DE LA PAGE A 1

nous l'espérons, nous permettra de situer "l'affaire Laporte", par exemple, dans son véritable contexte."

Des exemples

A l'invitation de Me Dupré, le caporal Couture a alors entrepris l'énumération d'une longue liste de faits lui permettant de croire que Vic Cotroni est le chef du crime organisé. Ainsi, entre 1971 et 1973, celui-ci a eu plus de 200 rencontres avec ses quatre lieutenants, soit au Moishes Steak House, au Sirlon Bar ou au Bar-B Barn, tandis que ces lieutenants ne se rencontraient jamais entre eux. Tous les lundis soirs, à 18 h. 30, Vic Cotroni rencontrait Di Iorio et parfois également le jeudi soir, tandis que le mardi après-midi, à 14 h. 30, c'est avec Greco qu'il s'entretenait.

En 1971, Cotroni et Di Iorio se sont rencontrés 78 fois, en 1972, 25 fois et en 1973, tous les lundis et jeudis jusqu'à maintenant. Le policier a avoué que c'est l'écoute électronique qui a permis de prévoir ces rencontres et parfois d'y dépêcher des "observateurs".

Par ailleurs, il n'était jamais question par exemple que des hommes du clan Di Iorio, comme Dasti ou Goldstein, participent à la rencontre Di Iorio-Cotroni. S'ils y étaient, c'est que l'ordre en avait été donné par Cotroni lui-même.

Il est parfois arrivé qu'Angelo Lanzo assiste à des entrevues entre les deux hommes, mais c'était à l'invitation de Di Iorio, puisqu'il était son

confident et le chef de son clan. Si Di Iorio s'absentait, Cotroni s'adressait à Lanzo, mais jamais ce dernier ne devait agir à l'inverse et il devait tout révéler de son entretien avec Cotroni à Di Iorio. "Tout porte à croire, explique le caporal Couture, que quand Di Iorio disparaissait, c'est Lanzo qui le remplacera."

Quant à William O'Bront, le policier l'a décrit comme le financier du crime organisé, ayant un statut bien particulier, puisqu'il ne répond qu'à Lanzo.

"Quand Vic Cotroni le convoque, a-t-il dit, c'est qu'il a besoin d'argent. Et O'Bront rencontre toujours le chef avec Di Iorio et Lanzo. Chaque fois qu'O'Bront est présent, il est inévitablement question d'argent, peut-on dire. On sait que William O'Bront est propriétaire d'une salaison, ainsi que de plusieurs restaurants au Québec et en Ontario. Tout l'argent qu'il se procure ainsi légalement est investi dans une très grosse proportion illégalement."

Après avoir affirmé que le bras droit d'O'Bront est Solly "Dinky" Levine, le policier a fait savoir que l'argent du magnat de la viande est réparti équitablement entre les quatre organisations, selon les ordres de Vic Cotroni.

Si pour parler à Vic Cotroni, il faut passer par l'un des chefs des quatre clans, ces derniers ne peuvent à leur tour qu'être abordés par des intermédiaires. Le policier a cité à cet effet le cas de Dominique Leonardis, un sous-exécutif, désirant rencontrer Di Iorio. Pour ce faire, il devra d'abord s'adresser à l'un des exécutifs de celui-ci, soit Buccì, Dasti, Lanzo ou Goldstein. "Jamais directement", affirme le caporal Couture.

A une question de Me Dupré pour savoir si Vic Cotroni pourrait être désigné par l'appellation de parrain, le caporal Couture relate qu'il a découvert un indice qu'il qualifie de cocasse: "Un jour, un individu rencontre Lanzo pour lui demander s'il a parlé de son projet au parrain. Et Lanzo répond qu'il devait le rencontrer en soirée. Or, de souligner le policier, une rencontre a effectivement eu lieu le même soir entre Lanzo et Vic Cotroni."

Faisant ensuite état de ses nombreuses observations, le caporal Couture a réparti comme suit les responsabilités des chefs des quatre clans répondant à Vic Cotroni.

Il y a le prêt usuraire, le jeu (mai-

sons de pari, comme le Victoria Sporting Club ou le Blue Stripe Mountain Riders, respectivement gérés par Frank Dasti et Romeo Buccì), la vente sous pression de produits (comme le fromage à pizza), les "junkets", les restaurants et clubs licenciés, les tentatives de corruption au sein du gouvernement, du fonctionnarisme et de la police, les machines distributrices de cigarettes, l'installation de tables de pool dans les tavernes et une participation active aux domaines syndical et électoral.

En gros, Di Iorio s'occupait du jeu et de la corruption; Frank Cotroni des stupéfians, avec l'aide de Frank Dasti (un homme de Di Iorio), Joe Horvath et Paolo Violi. "Pour le jeu, d'expliquer le policier, Horvath répondait à Dasti, tandis que pour les stupéfians, Dasti et Horvath relevaient de Frank Cotroni.

"Quant aux "junkets", poursuit-il, Irving Goldstein et Johnny Malo s'en occupaient pour Frank Cotroni. De son côté, Lanzo était chargé des établissements licenciés pour Di Iorio, de même qu'il s'infiltrait dans le commerce, comme celui des buanderies."

Le témoin dira ensuite qu'il a des preuves très précises à l'effet que Dasti et Goldstein avaient tout particulièrement un faible pour l'infiltration politique. "Chacun avec ses contacts personnels qui remontaient tous à Di Iorio par la suite."

Abordant les organisations de Paolo Violi et du défunt Luigi Greco, le caporal Couture a reconnu que les informations étaient loin d'être complètes de ce côté. "Nous savons cependant que Violi pourrait assumer la succession de Vic Cotroni, tandis que le cas de Michel Pozza, le "confident" de Greco, demeure en suspens."

Pour ce qui est d'Armand Courville, il n'est que l'administrateur de Vic Cotroni et il est évident qu'il n'aura pas sa succession. Tout comme Claude Faber qui assiste Frank Cotroni.

Enfin, le policier opine que Lanzo pourrait assumer la succession de Di Iorio, si évidemment l'organigramme actuel est maintenu.

Après avoir corroboré le témoignage du caporal Couture, le caporal Guy Pharand a confié à la CECO qu'il avait en sa possession une quantité de bandes sonores résultant de l'écoute électronique et que celles-ci contribueraient pour beaucoup à confirmer toutes les affirmations faites hier. Il a donc invité les commissaires à les entendre et ceux-ci ont décidé de s'exécuter dès aujourd'hui, mais à huis clos. Il est toutefois entendu que celles-ci seront reproduites ultérieurement à des audiences publiques, après une certaine épuration. Il s'agit en fait de protéger la réputation de tierces personnes qui n'auraient rien à voir avec le crime organisé.

Le président de la CECO, le juge Rhéal Brunet, a fait savoir que les commissaires poursuivraient leur travail à huis clos jeudi et vendredi, tandis que la reprise des audiences publiques a été fixée au 5 décembre prochain.

SALON

SUITE DE LA PAGE A 1

Pour les prévoyants, M. Pleau offre une assurance de frais funéraires. En bon actuaire, il a calculé des taux selon l'âge et la race de l'animal. Ainsi, un jeune chat siamois de \$150 paiera une prime de \$7.50 par an pour assurer sa belle mort.

M. Pleau avoue que 85 pour cent de sa clientèle est de langue anglaise (son salon ouvre aujourd'hui mais son cimetière fonctionne depuis mars).

QUEBEC

SUITE DE LA PAGE A 1

nées antérieures, mais "il faut prévenir une pénurie possible pour 1974", et ce, de deux façons:

- en assurant la sécurité et l'approvisionnement des services essentiels;
- en favorisant les restrictions volontaires de la part des consommateurs.

De nouveaux moyens d'approvisionnement ont déjà été mis en place, tel que l'acheminement de pétrole de l'Ouest — des Grands Lacs à Montréal — qui a atteint le rythme de 95,000 barils par jour. Ce mécanisme sera utilisé jusqu'à la fermeture de la voie maritime du Saint-Laurent.

De plus, le transport de plus de 50,000 barils additionnels par jour de pétrole brut a débuté ces jours derniers, en utilisant le pipeline Trans-Mountain jusqu'à Vancouver et de là, par bateau, via le canal de Panama.

Mesures volontaires

D'autre part, le gouvernement québécois souscrit aux mesures d'économie volontaire suggérées par le ministre fédéral de l'Énergie. Il incite la

LE RATIONNEMENT VOLONTAIRE



(Tous droits réservés)

population à y concourir, suscitant ainsi une économie minimale pour chacun, qui se révélera importante "si la situation mondiale s'aggrave".

Le ministère des Richesses naturelles fera connaître prochainement une série de mesures concrètes, dont celles que le gouvernement s'imposera lui-même dans sa propre utilisation de l'énergie. Il a aussi demandé à l'Hydro-Québec de faire connaître les mesures préventives qu'elle suggère dans l'utilisation des appareils électriques.

Et si Ottawa impose des mesures obligatoires, "le gouvernement du Québec pourra faire connaître une liste prioritaire des établissements publics et privés qui devront recevoir un approvisionnement complet".

Le ministre déplore la hausse rapide des prix des produits pétroliers, mais il n'y peut rien, sauf d'espérer que ces augmentations ne représentent que le supplément des coûts exigés par les pays producteurs.

Le Québec reste opposé pour l'instant au prolongement de l'oléoduc de Sarnia à Montréal. M. Massé attend de connaître les "arguments" et les réponses d'Ottawa concernant son coût, sa propriété, sa réversibilité, son débit et le reste.

Quant aux négociations directes avec les pays arabes, le ministre a noté qu'elles ne sont que "préliminaires". A une autre question précise, il répond: "Nous n'avons reçu aucune réponse négative." A cause de la situation internationale, ces pourparlers ont été interrompus.

SOQUIP? L'organisme d'Etat ne joue pas de rôle majeur dans toute l'affaire et n'est pas impliqué dans les mesures d'urgence.

Bref, le gouvernement du Québec admet, un peu sur le tard, que la situation est "incertaine" et qu'il vaut mieux prévenir. Mais il craint toujours que le gouvernement d'Ottawa ne profite de la situation pour imposer ses vues, au détriment des intérêts québécois. Ce sera notamment le cas si le pétrole continue de coûter plus cher au Québec qu'en Ontario et dans l'Ouest.

Le chef de l'Opposition, M. Jacques-Yvan Morin, estime que les objectifs d'une politique québécoise du pétrole ont été définis avec une naïveté incroyable en 1972; au-

jourd'hui, dit-il, c'est l'effondrement complet devant Ottawa.

Il faudrait pourtant, a observé le député péquiste de Sauvé, que le gouvernement du Québec:

- négocie dès maintenant avec Ottawa et la compagnie qui doit construire l'oléoduc de l'Ouest;
- crée le plus rapidement possible, ainsi qu'il en est question depuis des années, un secteur-témoin contrôlé par SOQUIP, dans les domaines du raffinage et de la distribution;
- abandonne l'idée du superport au profit d'un port plus modeste à la mesure des besoins du Québec.

Quant aux deux députés créditistes, ils n'ont pu faire connaître leurs vues. Le Parti québécois s'est, en effet, opposé à ce que MM. Camil Samson et Fabien Roy fassent un bref commentaire à la suite de la déclaration de M. Massé. Seul parti reconnu de l'Opposition, le PQ veut le demeurer et ne veut pas que les créditistes obtiennent en sourdine un quelconque statut officiel.

MM. Samson et Roy eurent beau prier le président et même crier au "bailon", rien n'y fit. Ils sont désormais considérés comme des députés indépendants, ce qui leur enlève tout droit privilégié de réplique aux propos des ministres.

PETROLE

SUITE DE LA PAGE A 1

mer M. Twaits, mais je ne suis pas au courant du projet d'Exxon." Depuis quelques mois, Esso Impérial, qui obtient traditionnellement toutes ses quantités du brut du Venezuela, achète également du pétrole albertain pour abreuver sa raffinerie montréalaise.

Pour sa part, le président de Golden Eagle, M. Jim Allan, a également indiqué à LA PRESSE qu'il ignorait tout des intentions d'Exxon et il a refusé de commenter cette possibilité. La raffinerie de Golden Eagle, à Saint-Romuald, près de Québec, est ravitaillée par l'entremise d'Esso International, la société de transport de pétrole du groupe d'Exxon.

Les forces majeures

Pressé de question par l'Opposition,

M. MacDonald, qui ne s'en laisse imposer par aucun de ses adversaires habituellement, a été obligé d'admettre que le gouvernement ne pouvait rien pour empêcher que Exxon décide de son propre chef laquelle de ses filiales opérant au Canada, en Allemagne ou dans d'autres pays européens déjà sur la liste noire arabe avait le premier mot sur le pétrole du Venezuela.

M. MacDonald a expliqué que les grands fournisseurs de pétrole peuvent se prévaloir d'une clause dite de "forces majeures" qui figurent dans les contrats passés avec leurs raffineurs à travers le monde.

Cet article permet, dans des circonstances extraordinaires, que les fournisseurs déterminent en fonction de leurs intérêts de décider de la répartition de leur pétrole au prorata de la demande des différentes raffineries à travers le monde. Donc dans ces circonstances, le Québec ne pourrait plus compter sur tous ses approvisionnements en provenance du Venezuela.

C'est également ce qui explique pourquoi le ministre MacDonald a parlé, lundi soir, d'une pénurie pouvant aller jusqu'à 200,000 barils par jour au lieu de 75,000 comme il le prévoyait plus tôt cet automne.

Le ministre a bien précisé que les grands fournisseurs de pétrole comme Exxon et Aramco ne s'étaient pas encore prévalus de la clause dite des "forces majeures". Toutefois, il est clair que ces derniers ont laissé savoir qu'ils songeaient à le faire et que par conséquent le ministre craint et se prépare au pire.

De là les mesures de conservation de l'énergie décrétées lundi et la mise en garde qui les accompagnait.

"Parce que nous ne sommes pas allés aussi loin que d'autres pays, expliquait M. MacDonald en parlant des mesures spéciales, il serait erroné de conclure que la situation au Canada n'est pas grave. La situation est grave. Il est important, toutefois, dans le cadre de toute situation grave, de conserver le sens des valeurs, de voir les choses dans une juste perspective."

CHEZ MERCIER COUVRE-PLANCHER INC. LE PLUS IMPORTANT C'EST...
LE SERVICE
 AVANT LA VENTE APRÈS LA VENTE
 "AUSI LA QUALITÉ DE NOS PRODUITS"

TAPIS SHAG 100% polypropylène Sur endos de caoutchouc. Idéal pour toutes les pièces, tapis très durables. Payez et emportez si de site. \$675 V.C.	TAPIS INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR Choix de 8 couleurs antidérapant. \$225 V.C.
TAPIS COMMERCIAL Sur endos de caoutchouc 100% nylon, tapis durable, facile d'entretien. Prix incomparable pour cette qualité. \$560 V.C.	TAPIS 100% POLYPROPYLENE Endos de caoutchouc. Choix de couleurs assorties. \$488 V.C.

ACHETEZ VOS TAPIS DIRECTEMENT DE L'ENTREPÔT

TAPIS DE CUISINE À MOTIFS \$580 V.C.
Plusieurs motifs et couleurs qui s'harmoniseront avec tous les décors.
Nous faisons le nettoyage des tapis à la vapeur à domicile, satisfaction garantie. Nombreux spéciaux non annoncés.

HEURES D'OUVERTURE:
Lundi au mercredi: 9 h. à 5 p.m.
Jeudi et vendredi: 9 h. à 5 p.m.
Samedi: 9 h. à 5 p.m.

MEMBRE INSTITUT QUÉBÉCOIS DES MÉTIERS DE SON MÉTIER
A. MERCIER G. LONGTIN PROP.

COUVRE-PLANCHERS FLOOR COVERING INC.
6915, BOIS S. CARP. ST. EDWARD / 325-4911
UNE RUE AU NORD DE JARRY

GRANDE VENTE DE VÊTEMENTS ski-doo BOMBARDIER SOLDES DU MANUFACTURIER

RÉDUCTIONS JUSQU'À 60%

PIGEON MARINE & SPORTS vous offre la plus belle collection de vêtements sports de qualité supérieure à des prix sensationnels!

POUR HOMMES, FEMMES, ENFANTS:

- Costumes 2 pièces ou monopiece
- Pantalons — Salopettes — Vestes Sport
- Costumes de laine — Chandails
- Bottes régulières ou garnies de fourrure
- Casques — Visières — Lunettes — Ceintures
- Mitaines — Gants — Tuques — Bas — Etc.

CHOIX COMPLET BONS PRIX PROFITEZ-EN!

PIGEON MARINE & SPORTS Inc.
325-1010
6767 HENRI-BOURASSA E., MONTRÉAL-NORD

Salle de montre ouverte tous les soirs jusqu'à 9 hres. le samedi jusqu'à 4 hres.

CHARGEX

notre choix d'émissions

Censure à l'ORTF

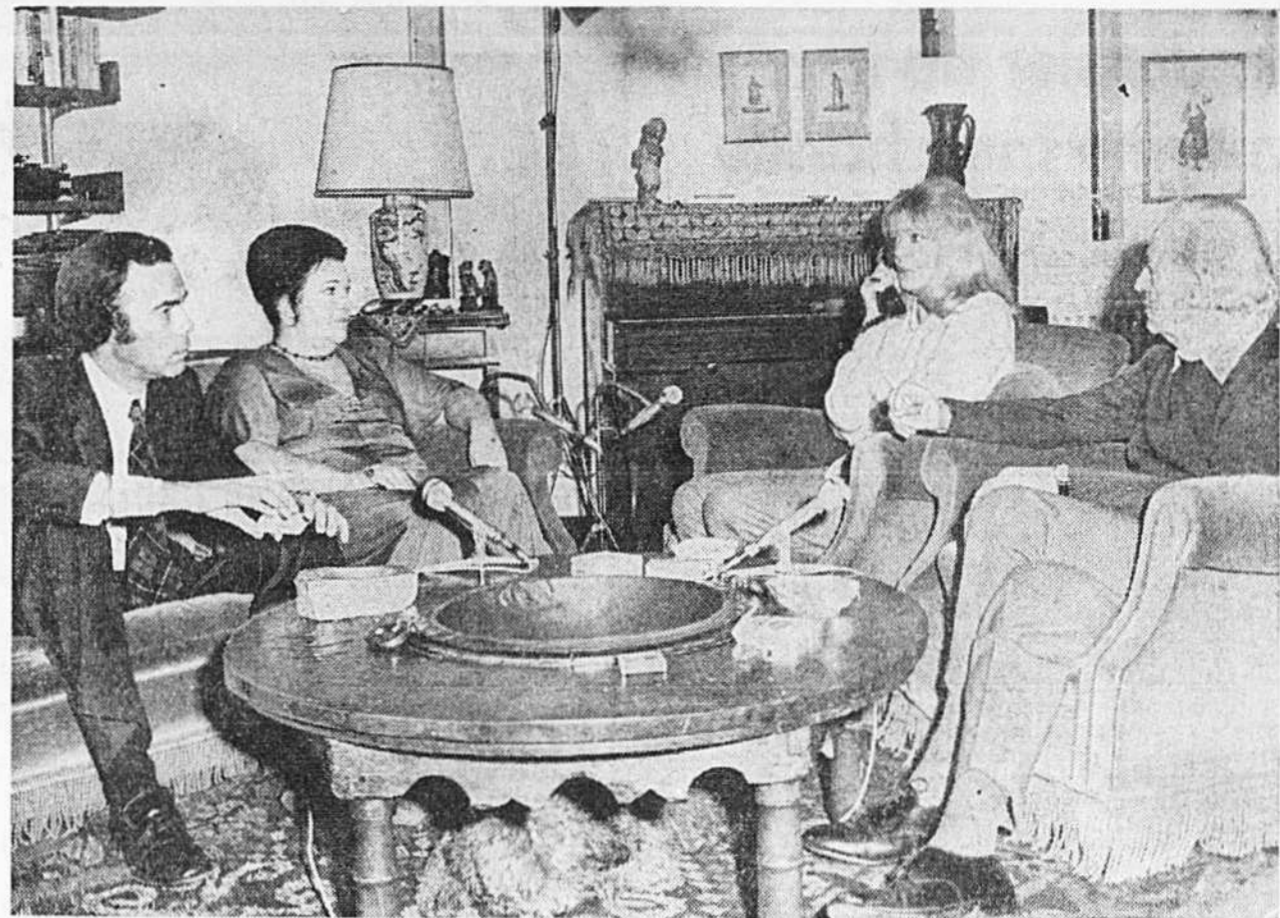
CE SOIR
 20:00 **2 7 8 9 11 12 13** — La Soirée du hockey Frank Mahovich a gagné ses épaulettes. 500 buts, ça se fête. Il aura même un timbre en son honneur. Henri Richard, grand sportif, regardera cela d'un oeil ému. Il y aura un ministre sur place. Il y aura aussi, soit dit en passant, les joueurs des Kings de Los Angeles, qui tenteront de s'emparer d'une partie du gâteau.
 21:30 **13** — Woman Pendant ce temps, les Américains, par qui le scandale arrive, nous offrent un documentaire sur le contrôle des naissances chez les adolescents.
 22:30 **12** — As It Is: les charlatans Et à CFCF-TV, la seconde partie d'un grand reportage sur les charlatans de la santé. Gros chiffres d'affaires, grosse tolérance.
 24:00 **2 9 11** — "Le Plaisir" Guy de Maupassant, conteur de son état, revit grâce au cinéma. Max Ophüls a réuni trois de ses contes et en a tiré un film à sketches dans lequel brillent tour à tour trois des grands noms du cinéma français, Jean Gabin, Claude Dauphin et Danielle Darrieux.
JEUDI (matinée)
 10:30 **2 11** — Vers l'an 2000 Un autre épisode d'une excellente série dont on ne répètera jamais assez qu'elle est diffusée à une heure bien peu digne d'elle. Aujourd'hui, les moyens de transport de l'avenir. Avec ou sans pétrole.
 17:00 **13** — "La Lance brisée" Spencer Tracy et Richard Widmark dans un western "familial" signé Dmytryk.

PARIS (AFP) — La direction de l'Office de radio-télévision française a annoncé lundi après-midi qu'elle avait décidé de reporter l'émission radio "Radioscopie" qui devait être consacrée à Arthur Conte, ancien PDG de l'ORTF à l'occasion de la sortie de son livre "Hommes libres". Cette émission fort populaire permet depuis six ans à Jacques Chancel, son animateur, de questionner pendant une heure chaque jour les personnalités de l'actualité. C'est la première fois que cet interview a été remplacé par une émission musicale.
 La décision de l'ORTF a été officiellement justifiée par le fait que la présidence de l'Office n'avait pas été informée du changement de programme en faveur de M. Arthur Conte. Cette explication officielle ne satisfait pas de nombreux observateurs qui pensent que des raisons politiques ont pu retarder la diffusion, de la radioscopie de M. Arthur Conte qui avait été limogé de la direction de l'ORTF il y a un mois. Ce-

RADIO FM

CFOR 92.5	CKMF 94.3
CBM 95.1	CJFM 95.9
CKVL 96.9	CHOM 97.7
CHRC 98.1	CBF 100.7
CHLT 102.7	CFDM 104.3
CFGL 105.7	

- 15:00 CBF, Prélude au soir
 Ouverture "Le Roi d'Ys (Lalo)", "La Domino noir" (Auber) et "Zampa" (Hérold); Orch. de la Suisse romande, dir. Ansermet.
 19:00 CBF, Les musiciens par eux-mêmes
 Interview avec Manuel Rosenthal, chef-d'orchestre, par Raymond Charette.
 20:30 CBF, Les Grands concerts
 Antoine Rebourg, orgue, "Verbum supernum", "Fugue", "Récit en dialogue", "Récit de basse de trompette ou de cromorne" (De Grigny); Suite du Premier Ton (Clément), "Je prie vers toi, Seigneur Jésus-Christ" (Sweelinck); "Cantilena anglica fortunata" (Scheidt); Fugue en do majeur et Chaconne en mi mineur (Bach); et Prélude et Triple Fugue en mi bémol (Bach).
 21:00 CFDM, Place des Arts
 Le grand trio de France, au 20e siècle, Debussy, Ravel et Roussel.
 22:00 CKVL, Musique de Tchaïkovsky
 Peter Ilyich Tchaïkovsky: Concerto fantasy Op. 56 (Quasi rondo), (contraste), (andante) Op. 79, (tristesse-allegro maestoso).
 CBF, Un artiste se raconte
 Invité: Serge Reggiani.
 22:30 CBF, Mosaïque
 Oeuvres de Mozart, Ouverture "Il re pastore" K. 208; Orch. Académie de Saint-Martin-in-The-Fields, dir. Mortimer.
 In sol majeur K. 213; Maxence Larrieu, flûte, et orch. de chambre de Cologne, dir. Muller-Brühl.
 22:45 CKVL, Ouvertures
 Verdi: La Forza del destino (ouverture), La Traviata: prélude à l'acte 1, La Traviata: prélude à l'acte 2, I Vesperi siciliani; ouverture; Rossini: L'italiana in algeri; ouverture; la genéralità; ouverture; l'assedio di corinto; ouverture.
 23:00 CBF, Vienne la nuit
 La vie et l'oeuvre de Vivaldi.
 23:20 CKVL, Orchestres célèbres
 Boccherini: Menuet; Mozart: marche turque; Schubert: moment musical; Brahms: danse ungroise no. 5; Keteleby; pe o piata persu; ouverture à "cavalleria rusticana".
CBF, Le Matin des musiciens
 "O Sing Unto The Lord A New Song" (Purcell); Roger Parker, Charles Brett et Wilfred Brown, ténors, Christopher Keyte, baryton, Brian Runnett, orgue, et Academy of Saint-Martin-in-The-Fields, dir. Guest. — Suite pour guitare op. 15 (Giuliani); John Williams, guitare. — Extr. de la Sonate en sol majeur no 1 (Haydn); Lise Boucher, piano et Steven Staryk, violon. — Cantate no 179 (Bach); Maureen Forrester, contralto, et Solistes de Vienne, dir. Heiler. — Quatuor en la majeur (Bocherini); New Music String Quartet. — Premier Livre de Pièces pour le clavecin (Marchand); Marcelle Charbonneau, Animatrice; Janine Paquet.
 12:00 CBF, Les Petits ensembles
 Quatuor pour flûte en sol majeur (Haydn); Camillo Wagnousek, flûte, Quatuor Europa. — Elogue pour violoncelle et piano (Faure); Robert Salle et Germaine Thyssen-Valentin.
 13:00 CBF, Contrepoint
 Rhapsodie sur un thème de Paganini op. 43 (Rachmaninov); Valentina Kamemikova, piano, et orch. philh. de Brno, dir. Pinkas. — Fantaisie en ré mineur, K. 397 (Mozart); Wilhelm Kempff, piano.
 13:00 CBF, Afternoon concert
 Oeuvres de: Saint-Saens, Beethoven.
 15:00 CBF, Festivals du monde
 De la Radio Suisse italienne. Concert des Solistes et chœurs de l'ORTF, dir. Couraud. "O Fraise The Lord" (Tomkins); Trois Chansons (Debussy); Trois Chansons (Ravel); Sing R e c h a n t e (Messiaen); Deux Motets (Schutz); "Stabat Mater" (Penderecki); "Do de Cameroon" (Matic).
 17:30 CBF, Jazz et Blues
 "Afro-Blue" (Santamaría); McCoy Tyner. — "Hummin' (Adderley); Cannonball Adderley. — "Children" (Ayer); Albert Ayler.



Lise chez Mélina Mercouri

Ce soir, à "Appelez-moi Lise", une visite chez Mélina Mercouri et Jules Dassin, à Paris. Cette rencontre s'est déroulée au moment même où se déroulait en Grèce le coup d'Etat de la semaine dernière et la conversation est continuellement interrompue par des appels téléphoniques d'amis inquiets ou en quête de nouvelles.

CHANGEMENTS

La liste ci-dessous ne comprend que les changements à l'horaire décidés par les stations émettrices depuis la parution du dernier Télé-Press.

tele-presse au jour le jour TV

P.M.
 6:00 **7 10** Pierre, Jean jasant

Inv.: M. Robert Stanfield, René Simard, Pascale Guilbault, Margot Lefebvre, Monique Saintonge et Pierret Beauchamp.

11:00 **2 7 9 11 13**
Appelez-moi Lise
 Inv.: Melina Mercouri et Jules Dassin.

4 10 La Normandise
 Inv.: Johnny Farago, Carole Cloutier et Marc Laurendeau.

11:30 **8 22 ABC Wide World of Entertainment**
 "The Dick Cavett Show".
 Inv.: Jacques Cousineau, Lillian Hellmann et le Dr Frederick Dockstaeder.

10 Sans pantoufles
 "Si tous les gars du monde" (ce film devait passer à 1h 15 p.m.)

JEUDI
 P.M.
 12:15 **10 Ligne ouverte**
 Inv.: M. Marc Bourret.

Les pirates du 747 libèrent leurs otages et obtiennent droit d'asile

DUBAI (AFP-UPI) — Les pirates arabes qui s'étaient emparés dimanche d'un Boeing 747 de la compagnie KLM ont libéré aujourd'hui les 11 otages qu'ils détenaient encore et ont quitté l'appareil après avoir obtenu le droit d'asile dans cette principauté du golfe Persique.
 Les otages étaient 10 membres de l'équipe et le vice-président de la compagnie KLM, M. A. Withholt, qui

s'étaient constitués prisonniers des pirates dans la nuit de lundi à mardi, en échange de libération de 247 passagers, à La Vallette, île de Malte.
 L'odyssée a commencé dimanche soir après le départ de l'appareil de Beyrouth. L'avion détourné a ensuite fait des escales à Damas, Nicosie, Tripoli, La Vallette, et deux fois à Dubai, d'où il était re-

parti hier pour y revenir quelques heures plus tard, n'ayant pas trouvé d'autre endroit où se poser.
 Les pirates avaient fait faire aujourd'hui le plein de carburant mais la compagnie d'aviation a fait savoir que ni l'avion ni les membres de l'équipage n'étaient en état de repartir. Les pirates réclamèrent un autre avion et des passeports, ce qui leur fut refusé.

FAUCHER
 vous suggère de lui offrir, comme cadeau de Noël ou de nouvel an, un de ces **DEUX TOURNE-DISQUES**

Garrard
 LA MARQUE DES MEILLEURS AU MONDE
 avec couvercle en matière plastique transparente

Modelle 6300C — Cartouche céramique stéréo de première qualité munie d'une aiguille diamant rotative. Moteur Garrard de qualité supérieure. Bras de lecture équilibré avec grande minutie. Changeur automatique tous disques (capacité: jusqu'à huit). Arrêt automatique à la fin d'un disque seul ou du dernier disque d'une pile.

À PRIX SPÉCIAL DE FAUCHER

Modelle SLXM63P — Cartouche magnétique stéréo d'excellente qualité munie d'une aiguille diamant. Moteur Garrard "synchrolab" d'un fonctionnement précis, doux, silencieux. Bras de lecture équilibré avec grande minutie. Changeur automatique tous disques (capacité: jusqu'à huit). Arrêt automatique à la fin d'un disque seul ou du dernier disque d'une pile.

Roi DES BAS PRIX
 48, boul. des Laurentides
 Pont-Viau, Laval
 Tél.: 384-0590

VENTE D'APPAREILS AUTOMATIC RADIO
 CHEZ **FAUCHER**
 SUGGESTIONS DE CADEAUX DE CHOIX À DES PRIX VRAIMENT AVANTAGEUX

AMPLI-TUNER AM-FM STÉRÉO, LECTEUR DE CASSETTES À 8 PISTES et deux enceintes acoustiques
 L'ENSEMBLE, SEULEMENT **\$16995**

Caractéristiques de l'ampli-tuner, modèle HMX-6000:
 • Cadran lumineux • Commandes à curseur
 • Prises et bornes de connexion pour autres éléments de chaîne stéréo.
Paire enceintes acoustiques FSA-7444.

AMPLI-TUNER AM-FM STÉRÉO, LECTEUR DE CASSETTES À 8 PISTES et deux enceintes acoustiques
 L'ENSEMBLE, SEULEMENT **\$32995**

Caractéristiques de l'ampli-tuner, modèle HSX-7000: Puissance musicale de 160 watts • Commande d'accord précis • Commande de marche avant rapide • Courbe de réponse: 20 à 20.000 Hz.
 Caractéristiques des enceintes acoustiques FSA-7888: Système à 3 haut-parleurs: un de 8 po pour tonalité grave, monté en suspension, un de 2 1/2 po pour tonalité aigüe et un de 5 po pour tonalité intermédiaire • Puissance effective: 25 watts.

Roi DES BAS PRIX
 Pont-Viau
Roi DES BAS PRIX
 48, BOUL. DES LAURENTIDES
 PONT-VAIU, LAVAL
 Tél.: 384-0590
 "Ou le service se continue"

Mise au point d'un robot soviétique à 6 pattes

MOSCOU (Reuter) — Les savants soviétiques ont mis au point un robot à six pattes, capable de se déplacer à la vitesse de trois milles et demi à l'heure sur des terrains accidentés, comme la surface de la Lune, rapporte aujourd'hui l'agence Tass.

Cette "araignée", qui a été conçue à l'Institut de fabrication d'instruments aéronautiques de Leningrad, est équipée d'un "oeil" capable de recevoir un rayon laser et d'interpréter ses directives.

Le robot se déplace sur des pieds souples qui lui font franchir les trous, rochers et arbres tombés qu'il rencontre sur son passage, et lui permettent de gravir des pentes ou de marcher dans d'étroits couloirs et cages d'escaliers.

De l'avis des constructeurs, un tel robot pourrait porter de petites charges à l'intérieur d'un bâtiment ou être utilisé pour des expéditions géologiques, des marches sur le fond des mers ou la surface de la Lune.

Mme Albanie Morin et Réal Caouette: des partisans de l'espionnage en tout temps

OTTAWA (PC) — La police devrait avoir le droit d'espionner qui elle veut et sans demander la permission à personne, a déclaré hier Mme Albanie Morin, député libéral de Louis-Hébert, lors de la reprise des débats sur le projet de loi sur la protection de la vie privée, connu aussi comme le bill sur les tables d'écoute.

Mme Morin prenait la parole dans le cadre de la discussion sur un amendement de M. John Diefenbaker, qui cherche à supprimer la clause "d'urgence" selon laquelle la police pourrait espionner électroniquement des citoyens, sans aucune permission préalable, et ce pendant 36 heures. Le projet de loi prévoit que, normalement, la police devra obtenir l'autorisation d'un juge pour procéder à l'espionnage électronique, sauf la clause d'urgence.

"La police devrait pouvoir espionner électroniquement en tout temps et sans aucune permission lorsque le bien et la sécurité publique le demandent", a déclaré Mme Morin.

"Le projet de loi ne va malheureusement pas aussi loin" a-t-elle ajouté plus tard. Le député libéral de Louis-Hébert et le leader créditiste,

M. Réal Caouette, sont d'ailleurs tombés d'accord pour dire que seuls "les parrains, les extrémistes, les criminels et les autres qui ont quelque chose à cacher" s'opposeraient à l'utilisation de l'espionnage électronique.

De plus, selon Mme Morin qui, avec M. Caouette, n'a pas hésité à taper sur la tête des chefs syndicaux, les amendements au projet de loi introduits par l'Opposition sont "plus bénéfiques aux criminels qu'à la société".

"Aussi, les deux partis d'opposition ne devraient pas être surpris de ne pas trouver d'appui au Québec. Ils ne défendent pas la loi et l'ordre".

Car, pour le député de Louis-Hébert, la province de Québec est assaillie de loi et d'ordre, elle a fait de M. Claude Wagner un "demi-dieu" lorsqu'il défendait la loi et l'ordre et, le 29 octobre dernier, contre les chefs syndicaux qui lui demandaient de "casser" le régime de M. Bourassa, la population a choisi la loi et l'ordre, en donnant aux libéraux 102 des 110 sièges de l'Assemblée nationale, a-t-elle dit.

Subversion et violence

La province est perturbée et en proie à la violence de

puis 10 ans, a dit Mme Morin, particulièrement lors des émeutes étudiantes, lorsque les jeunes ont marché sur la colline parlementaire à Québec pour protester contre le bill 63, une "marche infiltrée" par des radicaux comme Lemieux, Bourgault, Chartrand, Laliberté et Charbonneau et, de nouveau, l'émeute de la Saint-Jean-Baptiste, à Montréal, lorsque des voitures de police ont été retournées et incendiées, lors-

que la propriété privée a été violée et dévastée, lorsque les chevaux ont été éventrés parce qu'ils étaient montés par des policiers et lorsque des roches et des cocktails molotov ont été lancés au premier ministre alors que le leader québécois et le maire de Montréal cherchaient un abri", a rappelé Mme Morin.

Mais le Québec n'a pas hésité à choisir la loi et l'ordre le 29 octobre dernier, a poursuivi le député libéral de

Louis-Hébert, qui a ajouté que M. René Lévesque lui-même avait admis publiquement que la population associe encore son parti au FLQ.

"C'est vrai, a dit Mme Morin, que le Parti québécois est un parti politique et que le FLQ est un groupe subversif, mais, a-t-elle continué, la population qui voit des gens comme Chartrand, Lemieux et Charbonneau dans le Parti québécois n'est pas à blâmer pour sa confusion".

La population québécoise a marqué de nouveau son goût pour la loi et l'ordre lors de la crise du front commun de 1972 lorsque les chefs syndicaux ont été emprisonnés, a poursuivi Mme Morin.

Selon M. Caouette, Mme Morin a "100 p. cent raison". "Cela ne veut pas dire que nous recommandons l'utilisation des tables d'écoute dans tous les foyers canadiens, a fait remarquer le leader créditiste. Non, mais chez les

suspects, ceux qui font des déclarations, par exemple, à l'emporte-pièce, pour renverser le régime, comme nous les entendons dire.

"Il faut installer des tables d'écoute pour connaître l'organisation de ces gens-là", a répété plus tard M. Caouette, qui a ajouté, encore plus tard, que "ce sont des gens qui devraient être continuellement suivis. C'est pour cela que nous allons certainement appuyer le bill C-176".



Brun Jamaïque
DE
A. Gold & Sons

Le magnifique soleil resplendissant de la Jamaïque nous a inspiré la nouvelle collection de complets "Brun Jamaïque"... de nouvelles teintes de brun doré et de tan, de cuivre antique et de bronze... somptueusement tissés soit en douce flanelle, "worsted" et "tweed", dans de jolis motifs quadrillés "Glen" de fines rayures, des couleurs unies, de grands quadrillés et des "Sharkskins". Cette Collection est accompagnée d'un superbe choix d'accessoires et...

"Nous refuserons de vous le laisser porter... à moins qu'il ne soit parfaitement ajusté" ®

airJamaica
DEUX COUPLES CHANCEUX GAGNERONT DES VACANCES EN JAMAÏQUE
Ecrivez simplement vos nom et adresse sur une formule d'inscription officielle offerte à l'un de nos quatre magasins.
Deux heureux couples s'envoleront en première, aller-retour, à bord d'un attrayant "Love Bird" d'Air Jamaica et séjourneront gratuitement à l'hôtel enchanteur Tower Isle près de la mer à Ocho Rios. Les noms des gagnants seront publiés en janvier 1974.

TOWER ISLE HOTEL
OCHO RIOS, JAMAÏCA W. I.

A. Gold & Sons
• 388 O., STE-CATHERINE • LES GALERIES D'ANJOU
• 950 O., STE-CATHERINE • FAIRVIEW, PTE-CLAIRE

À L'OCCASION DES FÊTES,
FAUCHER
VOUS OFFRE
DES TÉLÉVISEURS ET COMBINÉS STÉRÉO À DES PRIX SPÉCIALEMENT RÉDUITS

BAS PRIX DE FAUCHER \$259
TÉLÉVISEUR COULEUR PORTATIF à écran de 12 po
Obtention de l'image et du son des la mise en marche. Accord précis automatique (AFT). Écran en verre fume anti-éblouissement. Demagnétisation automatique qui assure des couleurs éclatantes. Équipement UHF.

Écran 19 po BAS PRIX DE FAUCHER \$329
TÉLÉVISEUR COULEUR PORTATIF DE MARQUE CANADIENNE
Mise en marche qui donne le son immédiatement et l'image en 5 secondes. Réglage automatique d'intensité des teintes. Haut-parleur de qualité supérieure. Frais de service après-vente en supplément.

TÉLÉVISEUR "NOIR ET BLANC" PORTATIF à écran de 20 po BAS PRIX DE FAUCHER \$126⁹⁵

BAS PRIX DE FAUCHER \$82⁵⁰
TÉLÉVISEUR "NOIR ET BLANC" PORTATIF à écran de 12 po CHASSIS TRANSISTORISÉ

COMBINÉ RADIO-PHONO STÉRÉO RCA "NEOFORMA"
Modèle SFC-1000 — Ses deux enceintes acoustiques peuvent être placées de façon à faire corps avec lui ou posées à distance pour donner le véritable effet stéréophonique (et offrir de l'espace pour ranger des disques). Il comprend un tourne-disque BSR quatre vitesses à changeur automatique tous disques, un tuner radio AM, FM et FM stéréo et un amplificateur entièrement transistorisé.
BAS PRIX DE FAUCHER \$179

TÉLÉVISEUR COULEUR DE MARQUE CANADIENNE à écran de 25 po TOUS RÉGLAGES AUTOMATIQUES BAS PRIX DE FAUCHER \$434

TÉLÉVISEUR COULEUR PHILCO à écran géant de 26 po Modèle 26C142WA — Dispositif ACT (accord automatique) qui permet de bloquer le réglage de l'image en appuyant sur un bouton. Tube-image à luminosité exceptionnelle. BAS PRIX DE FAUCHER \$499

COMBINÉ FLEETWOOD RADIO-PHONO STÉRÉO, TÉLÉVISEUR COULEUR à écran de 26 po
Modèle IC0352 — Meuble de style contemporain muni de roulettes dissimulées. Ébenisterie bois de placage pacanier. Ampli-tuner transistorisé AM, FM et FM stéréo. Tourne-disque Garrard 2025-TC à changeur automatique tous disques. Six haut-parleurs. Téléviseur à chassis transistorisé. Tube-image à visibilité totale.
À BAS PRIX DE FAUCHER

COMBINÉ RADIO-PHONO STÉRÉO RCA "Contemporary I" de la collection Forma
MODELE SFC-1001 — Il est équipé de deux enceintes acoustiques qui peuvent être placées de façon à faire corps avec lui ou posées à distance pour donner le véritable effet stéréophonique. Il comprend un tourne-disque MACDONALD 200 quatre vitesses à changeur automatique tous disques, un tuner radio AM, FM et FM stéréo et un amplificateur transistorisé.
BAS PRIX DE FAUCHER \$199

COMBINÉ FLEETWOOD RADIO-PHONO STÉRÉO, TÉLÉVISEUR COULEUR à écran de 26 po
Modèle IC0352 — Meuble de style contemporain muni de roulettes dissimulées. Ébenisterie bois de placage pacanier. Ampli-tuner transistorisé AM, FM et FM stéréo. Tourne-disque Garrard 2025-TC à changeur automatique tous disques. Six haut-parleurs. Téléviseur à chassis transistorisé. Tube-image à visibilité totale.
À BAS PRIX DE FAUCHER

COMBINÉ FLEETWOOD RADIO-PHONO STÉRÉO, TÉLÉVISEUR COULEUR à écran de 26 po
Modèle IC0352 — Meuble de style contemporain muni de roulettes dissimulées. Ébenisterie bois de placage pacanier. Ampli-tuner transistorisé AM, FM et FM stéréo. Tourne-disque Garrard 2025-TC à changeur automatique tous disques. Six haut-parleurs. Téléviseur à chassis transistorisé. Tube-image à visibilité totale.
À BAS PRIX DE FAUCHER

GRATIS avec l'achat de ce combiné: UN ALBUM DE MICROFILONS VALANT \$39⁹⁵

48, boul. des Laurentides Pont-Viau, Laval Tel. 384 0590

Roi DES BAS PRIX Pont-Viau

FACILITES DE PAIEMENT MARCHANDISE RESERVANT MOYENNANT ACOMPTE LIVRAISON GRATUITE

Ford -20%

Pinto +30%

Lincoln +/-0%



C'est la catégorie des voitures de tourisme qui est la plus durement touchée par la baisse des ventes. Ainsi, les modèles Ford ont connu une baisse de 20%.



Les sous-compactes gagnent rapidement le terrain laissé vacant par les voitures standard. La Pinto enregistre des ventes exceptionnelles, une augmentation de 30%.



Les grosses voitures comme cette Lincoln Continental supportent bien le réaligement des consommateurs. Les ventes n'ont pas subi de hausse ni de baisse.

DETROIT (PA) — Les ventes d'automobiles de dimension standard et intermédiaire continuent de baisser, le consommateur ayant décidé de jeter son dévolu sur les petites automobiles dans le but d'épargner sur la consommation d'essence.

Selon les dernières statistiques, les ventes des gros modèles Chevrolet, Ford et Plymouth sont de nouveau tombées au-dessous du niveau de l'année dernière.

Toutefois, l'augmentation des ventes des petits modèles a plus ou moins compensé les pertes encourues dans le secteur des grosses voitures, les ventes subissant dans l'ensemble un recul de 44 pour cent par rapport à l'année dernière.

Alors que les ventes des voitures Chevrolet et Ford de dimension standard diminuaient de 20 pour cent à la mi-novembre de cette année, comparativement à la même période en 1972, la vente de Plymouth Fury subissait une véritable chute de 35 pour cent.

Gains des compactes

Cependant, certains modèles de petites voitures ont enregistré des gains allant jusqu'à 40 pour cent.

Les ventes de Mustang étaient le double de celles de l'année dernière; les ventes de la Maverick ont augmenté pour leur part de 39 pour cent et celles de la Pinto de 30 pour cent.

Chez Chevrolet, les ventes de la Vega ont augmenté de 24 pour cent, et celles de la Monte-Carlo de 35 pour cent.

Enfin, dans la ligne Plymouth, les ventes de la Valiant ont grimpé de 31 pour cent, et celles de la Dodge Dart de 25 pour cent.

General Motors a indiqué la semaine dernière que les ventes de petites voitures constituaient maintenant 47 pour cent du total de ses ventes, alors que cette proportion était de 41 pour cent en 1972.

Voitures de luxe

Les porte-parole de l'industrie automobile font cependant remarquer que les ventes de voitures de luxe ne semblent pas devoir être affectées par la présente crise de l'énergie. Les ventes de Cadillac ont enregistré une hausse de cinq pour cent, et celles de la Lincoln Continental se maintiennent au même niveau que par les années passées.

Le pire de la crise énergétique est à venir

— Stever

LONDRES (Reuter) — Le pire de la crise énergétique est à venir cette année, mais les choses commenceront à s'améliorer dès l'année prochaine. Telle est l'opinion de M. Guyford Stever, conseiller scientifique du président Nixon et directeur de la Fondation américaine des sciences.

Devant les journalistes, M. Stever a ajouté que la consommation énergétique, tant domestique qu'industrielle, ne sera jamais plus aussi élevée que par le passé. "Nous n'allons sûrement pas remettre le chauffage central aussi fort", a-t-il déclaré. Prédissant un sérieux problème énergétique pour les Etats-Unis durant les cinq prochaines années, il a souligné qu'à la fin de cette période, l'oléoduc qui traversera l'Alaska sera opérationnel et que les mesures d'économie de l'énergie auront atteint leur plein effet.

Autres sources d'énergie

Des moyens d'exploitation non conventionnels du pétrole et du gaz seront utilisés, y compris ceux dont le coût était jusque-là apparu trop élevé, a ajouté M. Stever,

faisant allusion à l'extraction du pétrole à partir du schiste. M. Armand Hammer, président de l'Occidental Petroleum Company, a récemment déclaré, dans une interview au "Times", que sa compagnie avait découvert un procédé permettant de tirer le pétrole de cette source au prix d'un dollar le baril.

Mais, pour M. Stever, il est peu probable que ces subterfuges aient à court terme un effet sur l'économie des pays occidentaux. Soulignant toutefois que ces moyens de remplacement se développeront, permettant d'exploiter les différences thermales des océans, l'énergie hydrogène et, à la fin du siècle, l'énergie nucléaire, M. Stever a toutefois souligné que la plus grande part de la production énergétique devrait être fournie par l'exploitation des champs pétroliers des plateaux continentaux.

"Il faudra longtemps avant que nous n'ayons épuisé tout le pétrole d'origine fossile. Il va falloir dépendre de lui pendant un certain temps, bien que nous disposerons assez rapidement d'autres possibilités de ravitaillement", a-t-il conclu.

Suspension des actions fortement convoitées Markborough Properties

Devant la dispute des compagnies Hudson's Bay et Campeau Corp. autour des actions de Markborough Properties Ltd, la Bourse de Toronto et la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario ont suspendu les transactions sur les titres de cette compagnie.

La CVMO a en effet annoncé dans un communiqué qu'étant donné "les déclarations contradictoires au sujet des différentes offres d'achat", elle suspendait temporairement pour 15 jours les transactions sur les titres de Markborough "en attendant des éclaircissements de la situation".

Précisément, la Commission de l'Ontario a ordonné la suspension générale des transactions pour 15 jours sauf cependant celles qui concernent les offres d'achat de Campeau et de Hudson's Bay Co.

De son côté, la Bourse de Toronto n'a pas permis l'ouverture des transactions hier matin sur les actions doublement convoitées.

Par ailleurs, le président de Campeau Corp., M. Jean Paradis, a déclaré hier à l'achat, elle suspendait temporairement pour 15 jours les transactions de la compagnie ont tenté pendant la journée de déterminer combien d'actions de Markborough avaient été retirées lorsque Hudson's Bay a offert un prix de \$19.

La compagnie Campeau venait de son côté de hausser le prix de son offre à \$18.50.

"Nous savons qu'un certain nombre d'actions ont été retirées lundi, a déclaré M. Paradis au cours d'une entrevue téléphonique, mais nous ne savons pas encore combien."

Le président de Campeau s'est précipité hier matin à Toronto afin d'effectuer une première évaluation des conséquences de l'offre de la onzième heure de Hudson's Bay.

Il a affirmé qu'aucun porte-parole de Campeau n'a donné d'évaluation sur le nombre des actions retirées.

M. Paradis a ainsi démenti une dépêche précédente de l'agence Dow Jones portant sur un communiqué de Hudson's Bay selon lequel "un porte-parole de Campeau" évaluait à 50% les actions retirées.

Le président de Campeau Corp. a par ailleurs évité les questions concernant le retrait éventuel de son offre d'achat si les rapports indiquent que l'offre concurrente lui a laissé moins de 50% des actions de Markborough.

Le président de Hudson's Bay continue d'affirmer de son côté qu'il pourra se porter acquéreur de plus de 50% des actions de Markborough au prix offert de \$19.

L'armée des Etats-Unis réquisitionne le carburant

DALLAS (AFP) — Les grandes compagnies pétrolières américaines ont reçu l'ordre de livrer aux forces armées du pays tout le pétrole et le mazout nécessaires pour remplacer les livraisons coupées par l'embargo arabe, a annoncé hier le Dallas News.

Selon le Dallas News, la Shell est la société à laquelle le gouvernement a passé la plus grosse commande: 106 millions de gallons.

En tout, 22 compagnies seraient touchées par cette réquisition.

Ces produits pétroliers seront réquisitionnés parmi les stocks dans le secteur civil. L'ordre en question a été donné par M. Duke Ligon, du département de l'Intérieur, ajoute le quotidien.

Une bonne leçon

La question de l'embargo pétrolier arabe a été également abordée par le secrétaire au Trésor, M. George Shultz, qui a déclaré lundi à des journalistes, à Washington, que les Etats-Unis doivent dorénavant partir du principe qu'ils n'achèteront jamais plus à l'avenir du pétrole des pays arabes.

Les porte-parole des départements de l'Intérieur et de la Défense ont toutefois déclaré, mardi, ne pas être au courant de ces nouvelles dispositions.

M. Shultz, qui a passé le week-end en conférence en France avec ses partenaires allemand, français, anglais et japonais, a affirmé que les Etats-Unis devraient mettre en route un programme qui "empêchera d'autres pays de nous avoir par la gorge".

"Si nous n'apprenons rien de cette leçon, nous sommes vraiment fous", a-t-il déclaré.

Selon le Dallas News, les livraisons commenceraient lundi et se termineraient à la mi-janvier. Le département de la Défense aurait l'intention de réquisitionner 24 pour cent de la consommation totale américaine. Avant l'embargo arabe, les forces armées américaines obtenaient la moitié de leurs produits pétroliers de l'étranger.

Distribution des tickets de rationnement en Grande-Bretagne

LONDRES (AFP) — Des tickets de rationnement d'essence seront mis à la disposition du public dans tous les bureaux de poste de Grande-

Bretagne à partir de jeudi 29 novembre prochain a annoncé M. Peter Walker devant la Chambre des Communes.

ECO-ECLAIR

• Treco Inc. a annoncé qu'il s'est porté acquéreur des actifs de Paul Dumont Inc., de Saint-Romuald, près de Lévis.

Le ministre britannique du Commerce et de l'Industrie a cependant indiqué que cette mesure ne signifiait pas forcément l'introduction du rationnement.

La nouvelle acquisition de Treco comprend 25.000 pieds carrés d'équipement manufacturier sur 200.000 pieds carrés de terrain.

M. Walker a affirmé que l'émission des carnets de rationnement était uniquement une mesure de précaution. Il a précisé que le gouvernement avait choisi d'agir dès maintenant plutôt que d'attendre la période des Fêtes de Noël où les bureaux de poste sont traditionnellement submergés de courrier. Il a également indiqué que l'émission des carnets de tickets de rationnement posait aujourd'hui un problème administratif beaucoup plus lourd qu'en 1956 lors de la crise de Suez. La Grande-Bretagne comptait alors sept millions de véhicules contre seize millions et demi en 1973.

Treco Inc. est un manufacturier de meubles modernes, ainsi que de meubles sous contrat, de pièces de meubles en série, et d'unités industrielles et d'habitations mobiles.

• United Airlines, une des plus grandes compagnies aériennes intérieures américaines, a annoncé hier la suppression de plus de 100 vols pendant le mois de janvier et la mise à pied immédiate de 950 employés dont 300 pilotes afin d'observer les directives gouvernementales sur la réduction de la consommation de carburant.

NOMINATION CHEZ MORGAN ADHESIVES



J. D. Taggart, directeur national des ventes, division des arts graphiques, Morgan Adhesives of Canada Ltd., annonce l'accession de D.C. McGillis au poste de directeur des ventes, région de l'Est. Ex-surveyant des ventes pour le Québec, M. McGillis est maintenant chargé d'offrir des provisions de produits à l'adhésion automatique aux marchands de papier et aux imprimeurs du Québec et des provinces de l'Atlantique.

La compagnie compte des installations de fabrication et de mise au point de même que des bureaux administratifs à Brampton (Ont.) et des installations secondaires à Northampton, Angleterre et à Melbourne, Australie. La compagnie fabrique des articles de marque Mactac sensibles à la pression en usage dans les arts graphiques et le secteur industriel; elle produit aussi des articles auto-adhésifs pour le marché en général.

Ottawa investirait plus d'argent dans les laboratoires de recherches québécois

par Pierre VENNAT

Le gouvernement fédéral songe sérieusement à décentraliser ses laboratoires de recherches, à les rapprocher des universités ou industries avoisinantes, ce qui aurait pour effet, en pratique, de diminuer de façon considérable les investissements gouvernementaux dans la région d'Ottawa-Hull, mais de favoriser les implantations de laboratoires dans les autres régions, particulièrement au Québec.

En 1972-73, le coût total des activités scientifiques du gouvernement fédéral dépassait un milliard de dollars.

Plus de 65 p. cent de cette somme était dépensé au sein des laboratoires des ministères et agences du gouvernement.

Or environ 40 p. cent de ces activités scientifiques étaient exercées dans la région de la capitale nationale, 22 p. cent dans le reste de l'Ontario, 22 p. cent dans les provinces de l'Ouest et 9 p. cent dans les provinces atlantiques.

Le Québec finissait bon dernier dans la répartition du gâteau, en obtenant un maigre 7 p. cent du total.

Pas besoin d'être sorcier pour comprendre le pourquoi d'une telle inégalité de répartition, le Canada, comme bien d'autres pays, a choisi, pour en faciliter la gestion, de concentrer la majeure partie de ses affectifs et de ses programmes dans la capitale nationale ou dans son voisinage immédiat.

Toutefois, aux dires du ministre responsable de la Science et de la Technologie au sein du cabinet fédéral, Mme Jeanne Sauvé, ce qui pourrait être acceptable, à la rigueur, dans un pays unitaire ne l'est pas dans une confédération et des efforts considérables sont faits par le gouvernement afin de pallier à cet état de fait.

"Nous résistons à la tendance à construire plus de laboratoires fédéraux, à elle dit, hier midi, devant la Chambre de commerce de Montréal, et lorsque leur construction est inévi-

table, nous résistons à la tendance à les construire dans la région d'Ottawa".

En fait, le gouvernement fédéral songe à transférer d'une province à l'autre certaines institutions de recherches fédérales de même qu'il envisage la consolidation en des sites plus judicieux d'éléments déjà trop dispersés.

"Non seulement faudrait-il songer à la décentralisation mais peut-être aussi à une réorientation permettant un meilleur rapprochement entre les laboratoires fédéraux et les universités ou industries avoisinantes".

Malgré tout, le Québec, estime le ministre, reçoit sa juste part des subventions fédérales à la recherche.

En fait, il reçoit plus du fédéral en ce seul domaine que la somme totale des investissements de l'industrie privée dans la recherche industrielle.

En 1972-73, le gouvernement fédéral distribua, dans le cadre de ses cinq programmes d'aide à la



Mme Jeanne Sauvé.

photo Paul-Henri Talbot, LA PRESSE

recherche et au développement industriels, environ 880 millions répartis de la façon suivante: Ontario, 54 p.c.; Québec 37 p.c.; provinces de l'Ouest, 8 p.c.; provinces atlantiques, 1 p.c.

"Le Québec reçoit donc à cet égard, précise Mme Sauvé, une contribution qui est loin d'être négligeable et qui dépasse la part que l'industrie québécoise investit elle-même dans ce secteur de l'activité canadienne".

Enfin, selon le ministre, le Québec est nettement favorisé par la nouvelle politique "d'impartition" adoptée par le gouvernement fédéral, politique qui veut que tout nouveau pro-

gramme de recherche et de développement requis par un ministère dans la poursuite de ses objectifs soit réalisé de façon préférentielle dans le secteur industriel.

"Le secteur manufacturier québécois a été nettement favorisé par cette politique depuis mars dernier, affirme le ministre Sauvé. En effet, ce secteur aura reçu environ 37 p. cent de la valeur totale des contrats, alors que l'industrie manufacturière québécoise ne représente qu'environ 28 p. cent de l'activité canadienne totale dans ce secteur.

"Cependant, le secteur de la consultation n'a pas bénéficié autant de la politique d'impartition. L'Ontario y est bien établie et le Québec tire de l'arrière sur la province voisine. Les Québécois doivent donc faire preuve d'initiative s'ils veulent reprendre le temps perdu".

Enfin, le ministre a annoncé un programme conjoint de recherche et de développement sur le

MONTRÉAL

PAR LA PRESSE CANADIENNE

Table of stock market data for Montreal, including columns for 'Ventes', 'Hausse', 'Baisse', and 'Net' for various companies like Alcan, Bell Canada, and others.

NEW YORK

PAR LA PRESSE CANADIENNE

Table of stock market data for New York, including columns for 'Ventes', 'Hausse', 'Baisse', and 'Net' for various companies like IBM, AT&T, and others.

les métaux

Text article discussing metal prices, including copper, zinc, and lead, with a sub-section 'les métaux' and 'MARCHÉ DE LONDRES, PRIX EN STERLING PAR TONNE MÉTRIQUE'.

denrées agricoles

Text article discussing agricultural products, including wheat, corn, and soybeans, with a sub-section 'denrées agricoles' and 'PC - Cours des denrées transmises à Montréal par le ministère fédéral'.

les bestiaux

Text article discussing livestock prices, including cattle, sheep, and pigs, with a sub-section 'les bestiaux' and 'MARDI 27 NOVEMBRE'.

les obligations

Table of bond market data, including columns for 'MARCHÉ DE LONDRES', 'MONTREAL', and 'NEW YORK' with various bond listings.

CANADIENNE

PAR LA PRESSE CANADIENNE

Table of stock market data for Canadian stocks, including columns for 'Ventes', 'Hausse', 'Baisse', and 'Net' for various companies like Alcan, Bell Canada, and others.

AMÉRICAINNE

PAR LA PRESSE CANADIENNE

Table of stock market data for American stocks, including columns for 'Ventes', 'Hausse', 'Baisse', and 'Net' for various companies like IBM, AT&T, and others.

AMÉRICAINNE

PAR LA PRESSE CANADIENNE

Table of stock market data for American stocks, including columns for 'Ventes', 'Hausse', 'Baisse', and 'Net' for various companies like IBM, AT&T, and others.

AMÉRICAINNE

PAR LA PRESSE CANADIENNE

Table of stock market data for American stocks, including columns for 'Ventes', 'Hausse', 'Baisse', and 'Net' for various companies like IBM, AT&T, and others.

AMÉRICAINNE

PAR LA PRESSE CANADIENNE

Table of stock market data for American stocks, including columns for 'Ventes', 'Hausse', 'Baisse', and 'Net' for various companies like IBM, AT&T, and others.

AMÉRICAINNE

PAR LA PRESSE CANADIENNE

Table of stock market data for American stocks, including columns for 'Ventes', 'Hausse', 'Baisse', and 'Net' for various companies like IBM, AT&T, and others.

Excédent commercial record en Allemagne

Text article discussing the trade surplus in Germany, mentioning 'WIESBADEN (Reuter) - La balance commerciale ouest-allemande a encore, pour le troisième mois consécutif, enregistré un excédent record en octobre, annonce mercredi le Bureau fédéral de la statistique.'.

Gros contrat de pétrole vendu \$6.40 le baril

Text article discussing a large oil contract, mentioning 'LAGOS. (Reuter) - Le gouvernement nigérian a accepté une proposition d'achat de son pétrole au prix record de \$16.40 le baril, apprend-on ce matin, à Lagos, de source informée.'.

La Belgique hausse son taux d'escompte

Text article discussing the increase in the discount rate in Belgium, mentioning 'BRUXELLES. (Reuter) - Le taux d'escompte avait été porté de 6,5 à 7 pour cent d'escompte de 7 à 7,75 pour cent à partir de jeudi, annonce la Banque de Belgique.'.

dividendes

Table of dividend information, including columns for 'TAUX', 'PAIEMENT', and 'ENREG.' for various companies.

LE MONDE

L'IRA bloque les routes de l'Ulster

BELFAST. (UPI) — Depuis hier soir, sur 91 routes de l'Ulster, soit la presque totalité du réseau routier, la circulation a été gravement perturbée par une action "terroriste" de l'aile provisoire de l'IRA.

Utilisant des véhicules de toutes sortes, automobiles, camions, autobus, les commandos de l'IRA ont établi des barrages, rendus d'autant plus efficaces que plusieurs véhicules sont piégés.

L'opération a déjà fait deux morts et plusieurs blessés, parmi des automobilistes qui, malgré les recommandations des forces de sécurité, ont tenté de forcer les barrages.

Une ville entière, Lurgan, dans le comté d'Armagh, est isolée du reste de l'Ulster, la police ayant décidé de barrer toutes les voies d'accès et de sortie, tellement les explosions y étaient nombreuses.

La CICS reste en proie aux mêmes problèmes

SAIGON (AFP-UPI) — Pendant que troupes saïgonnaises et communistes (FNL et nord-vietnamiennes) continuent de s'entretenir, le président en exercice de la CICS au Vietnam exprime son inquiétude devant la détérioration de la situation militaire.

"Nous constatons, a souligné le général indonésien Imrad Idris, qu'il existe toujours des divergences fondamentales de vues entre les signataires de l'accord de Paris et qu'il n'y a aucun indice montrant qu'ils puissent se mettre d'accord."

Le chef de la Commission quadripartite de contrôle se plaint, comme le faisait le premier président, l'ambassadeur canadien Michel Gauvin, de l'impossibilité de procéder à des enquêtes sur les "présomées" "violations" du cessez-le-feu.

L'obstruction vient toujours, selon l'actuel président de la CICS, des membres communistes, soit la Pologne et la Hongrie.

Espagne: tension accrue entre l'Eglise et l'Etat

MADRID. (UPI) — On apprend de source religieuse que le gouvernement espagnol a engagé des poursuites en diffamation contre l'évêque de Ségovie, Mgr Palenzuela, pour une interview dans laquelle il déclarait notamment que les conditions de détention dans la prison de Zamora, spécialement réservée aux prêtres condamnés pour faits politiques, étaient "beaucoup plus cruelles que dans les pénitenciers ordinaires".

Au début de novembre, une rébellion suivie d'une grève de la faim de six détenus de Zamora qui demandent à purger leurs peines dans les mêmes prisons que les autres "politiques", avait déclenché des manifestations, dont l'occupation pendant vingt heures de la nonciature apostolique à Madrid par plus de cent ecclésiastiques et laïcs. Les six hommes ont commencé lundi une nouvelle grève de la faim dès leur retour à Zamora après leur hospitalisation à l'infirmerie du pénitencier de Carabanchel à Madrid.

Mme Sakharov aux prises avec le KGB

MOSCOU (UPI) — Le physicien Andreï Sakharov a déclaré aux journalistes occidentaux que sa femme, Yelena, a été questionnée hier par le KGB pour la cinquième fois en deux semaines et a été invitée à se présenter à nouveau demain.

Sur son refus, le colonel Svichikov, qui procède aux interrogatoires, l'a menacé d'envoyer un camion la "ramasser avec tous (vos) amis et journalistes étrangers anti-soviétiques". Il lui a demandé si elle se rendait compte que ses activités tombent sous le coup de l'article 70 du code criminel, qui traite de l'agitation anti-soviétique et prévoit une peine de 3 à 7 ans de détention.

Les interrogatoires de Mme Sakharov portent sur ses rapports avec les dissidents, actuellement emprisonnés, Viktor Khaostov et Gravier Superfin, ainsi que sur son rôle dans l'envoi à l'Ouest des notes de prison d'Edouard Kouznetsov, qui purge actuellement une peine de 15 ans.

Au moment où le "sommet" d'Alger prend fin Washington et Moscou transmettent les invitations pour la Conférence de Genève

ALGER. (AFP, UPI, Reuter, PA) — Au moment où se termine le sommet arabe à Alger, un porte-parole du département d'Etat vient de confirmer que les Etats-Unis et l'Union soviétique avaient commencé à lancer des invitations pour la Conférence de la paix qui devrait, en principe, s'ouvrir le 18 décembre à Genève.

On croit savoir que parmi les pays qui d'ores et déjà ont été invités figurent Israël, l'Egypte, la Syrie et la Jordanie mais qu'aucune décision n'a encore été prise sur le point de savoir si les organisateurs palestiniens devaient ou non être invités à envoyer des délégués à la conférence. On se souvient qu'il y a une semaine, le secrétaire d'Etat, M. Henry Kissinger, avait déclaré que le problème de la

représentation des organisations palestiniennes pouvait être laissée de côté jusqu'à ce que la conférence elle-même ait la possibilité d'en discuter et de prendre une décision à ce sujet.

A ce propos, le journal "El Moujahid" insiste sur l'indispensable présence des Palestiniens à la Conférence de la paix du 18 décembre.

En effet, écrit le journal, "la pierre angulaire de ce "sommet" est la Palestine. L'échec de la prochaine conférence de la paix à Genève, le mois prochain, ne pourrait s'inscrire correctement dans le programme des concertations internationales que dans la mesure où les Palestiniens feraient entendre leur voix, feraient valoir leurs droits... La décision de la Conférence des chefs d'Etat arabes de

réaffirmer la reconnaissance de l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien est venue lever toute équivoque".

Il a fallu finalement moins de huit heures de délibérations à huis clos, délibérations qui ont pris souvent l'allure d'un conclave, pour que le sommet se prononce sur l'épineuse question jordan-palestinienne et approuve les textes mis au point, après trois longues séances de nuit, par les ministres des Affaires étrangères. A cet égard, ils ont tenu à consacrer la résistance palestinienne en conférant à l'OLP, Organisation de la libération de la Palestine, dirigée par Yasser Arafat, la représentativité unique du peuple palestinien.

Cette décision pose le problème des Palestiniens de Jordanie dont le roi

Hussein estime avoir la tutelle et donc de la participation à la Conférence de la paix du souverain hachémite qui, absent d'Alger, a affirmé qu'il ne se rendrait pas à Genève si le sommet d'Alger désignait l'OLP comme seul représentant des Palestiniens.

L'Irak et la Libye ont refusé de participer à ce sommet, sous prétexte que ce serait celui de la reddition. On a toutefois attendu, en vain, jusqu'à la dernière minute, à Alger, l'enfant terrible du monde arabe, le colonel Mouammar el Kadhafi.

En ce qui concerne le pétrole, considéré comme l'artillerie lourde des forces arabes, les chefs d'Etat ont décidé de suspendre, comme c'est le cas pour l'Europe, la réduction progressive de 5 p. cent par mois des livraisons pétrolières au profit du Japon et des Philippines, mais se réservent la possibilité d'accentuer ou de diminuer la pression pétrolière en fonction de l'attitude de chaque pays par rapport au conflit du Proche-Orient.

D'autre part, précise-t-on dans les couloirs de la conférence, l'embargo pétrolier arabe sera appliqué selon une échelle mobile et souple. La variation de la réduction pourrait aller de 2,5 p. cent à 15 p. cent et plus, en fonction de l'attitude des pays intéressés à l'égard de la cause arabe.

En décidant de se réunir au moins une fois par an — le prochain sommet aura lieu en avril prochain, vraisemblablement au Caire — les dirigeants arabes montrent leur volonté de préserver leur cohésion et de coopérer ensemble en dépit des divergences qui les séparent. Un des phénomènes marquants de ce sommet aura été le sérieux de la discussion et l'extrême discrétion dont ont fait preuve les délégués. Nombre de résolutions et de décisions dans les domaines économique, politique et militaire seront tenues secrètes. C'était la sixième réunion au sommet arabe depuis celle du Caire en 1964, convoquée à la suite de la décision israélienne de détourner les eaux du Jourdain.

Par ailleurs, le sommet arabe a décidé d'imposer un strict embargo pétrolier à l'Afrique du Sud, au Portugal et à la Rhodésie. Dans une déclaration destinée aux pays africains, le sommet annonce la rupture, par les pays arabes qui en entretiennent encore, de toutes les relations diplomatiques, consulaires, économiques, culturelles et autres avec l'Afrique du Sud, le Portugal et la Rhodésie. De plus, le sommet a décidé la création d'un fonds arabe destiné à contribuer au développement économique et social des pays africains et à leur accorder une assistance technique.



Dans les couloirs du "sommet"

Le président algérien (main à la bouche) jette un coup d'oeil intéressé vers le président Assad de Syrie, qui converse avec un collègue, à l'issue d'une séance à huis clos. Selon un porte-parole arabe, les Etats arabes représentés à Alger, veulent entretenir de bonnes relations avec le monde entier. Voilà qui augure bien pour la paix du Moyen-Orient.

Une "démocratie pure" serait l'objectif du nouveau régime grec

ATHENES. (PA, UPI, AFP) — Le nouveau premier ministre grec, M. Adamantios Adroutopoulos, doit annoncer, ce soir, au cours d'un discours radiotélévisé, le programme politique de son gouvernement. On s'attend, dans les milieux bien informés de la capitale grecque, qu'il proclame l'intention du nouveau régime d'établir dans le pays une "démocratie pure", c'est-à-dire une véritable démocratie.

Les observateurs politiques pensent que, dans son allocution à la nation, le premier ministre annonce la suppression des tribunaux militaires spéciaux. D'ailleurs, dans un geste d'apaisement vis-à-vis la jeunesse grecque, le nouveau régime a commencé, depuis hier, à libérer les personnes arrêtées au début des émeutes des 16, 17 et 18 novembre dernier.

On croit, dans les milieux bien renseignés, que le discours de M. Adroutopoulos a été retardé afin de permettre à l'homme fort du nouveau gouvernement, le général Dimitrios Ionides, de compléter la formation du nouveau cabinet.

Déjà, ce militaire, qui a été l'instigateur du coup d'Etat qui a renversé le président Georges Papadopoulos, a choisi personnellement 14 des 19 ministres. Les cinq autres titulaires de portefeuilles seront nommés au cours

de la journée. Le général Ionides n'occupera aucun poste officiel, préférant, semble-t-il, diriger le pays par personnes interposées.

Le nouveau président, le général Phadon Gizikis a déclaré, aujourd'hui, que son régime a pour objectif de réaliser l'établissement d'une véritable démocratie en Grèce, tel que l'avait promis l'armée lors de la révolution de 1967. On croit, généralement, que les leaders militaires qui ont renversé le président Papadopoulos, dimanche dernier, veulent l'établissement d'une "démocratie dirigée", sous l'égide et la surveillance des forces armées, afin de maintenir la loi et l'ordre et de prévenir les désordres politiques.

Le régime militaire, outre la formation d'un cabinet exclusivement civil, chercherait à obtenir l'appui des personnalités politiques par divers gestes de conciliation. Ainsi, la détention en résidence surveillée qui pesait sur trois politiciens bien connus, dont l'ex-premier ministre Panayotis Kanellopoulos, a pris fin, hier. De plus, la libération des 302 participants aux émeutes de la mi-novembre devrait se terminer aujourd'hui. Le chef du parti communiste grec, M. Dimitrios Partsalidis, incarcéré depuis les troubles qui ont fait 12 morts et plus de 150 blessés, a pu recouvrer sa liberté.

Nixon fournira des renseignements mais non des copies de son impôt

WASHINGTON (UPI, PA, AFP, Reuter) — Le président Richard Nixon a promis de faire parvenir à tous les membres du Congrès, dans un avenir rapproché, des renseignements sur sa situation financière et ses rapports d'impôt. Il ne fournira pas cependant de copies de ces rapports.

La promesse faite par M. Nixon à 37 représentants démocrates vient quelque peu en contradiction avec les déclarations de certains sénateurs à qui Nixon aurait affirmé, lundi, qu'il rendrait publics tous ses rapports au secrétaire au Revenu. M. Nixon a déjà annoncé qu'il n'avait payé qu'un impôt "nominal", en 1970 et en 1972, après avoir réclamé une déduction de \$500,000 en échange de dossiers qu'il aurait donnés aux Archives nationales.

M. Nixon avait réuni les 37 représentants démocrates afin de se laver devant eux de tout soupçon relatif à l'affaire du Watergate. Au cours de la réunion, il n'a pratiquement pas été question de ce scandale.

Par ailleurs, le Sénat a adopté hier un projet, inspiré par l'affaire du Watergate, qui prévoit le financement partiel par l'Etat des campagnes électorales à la présidence et au Congrès. Ces nouvelles dispositions visent également à mettre fin aux contributions privées. Le projet de financement (environ \$200 millions pour les élections présidentielles et \$100 millions pour les élections au Congrès) sera soumis à la

Chambre des représentants où les observateurs ne lui concèdent pas beaucoup de chances d'être adopté.

Gerald Ford confirmé par le Sénat

WASHINGTON (AFP) — Le Sénat a approuvé hier la nomination de M. Gerald Ford comme nouveau vice-président des Etats-Unis en remplacement de M. Spiro Agnew.

M. Gerald Ford, chef de la minorité républicaine à la Chambre des représentants, avait été choisi le 12 octobre par le président Nixon pour succéder à M. Agnew, qui avait démissionné deux jours avant, en même temps qu'il était condamné à \$10,000 d'amende pour fraude fiscale.

Le Sénat des représentants doit approuver à son tour la nomination de M. Ford la semaine prochaine.

C'est la première fois dans l'histoire des Etats-Unis qu'un vice-président est ainsi nommé en cours de mandat au lieu d'être élu en même temps que le président. Depuis leur indépendance, les Etats-Unis ont été dix-sept fois sans vice-président pendant un total de plus de 37 ans.

Pendant ce temps, la commission sénatoriale d'enquête sur le Watergate a décidé de remettre à janvier ses audiences publiques mais poursuit ses investigations, notamment au sujet de l'enregistrement où s'est produit un "blanc" de 18 minutes.

La commission n'est pas satisfaite des explications fournies par Mlle Rose Mary Woods, secrétaire du président Nixon, au sujet de "l'accident" qui aurait rendu à peu près inaudible une importante conversation entre M. Nixon et ses conseillers, MM. Halderman et Ehrlichman, le 20 juin 1972, trois jours après l'arrestation des cambrioleurs du Watergate.

Mlle Woods a témoigné hier et avant-hier. Lorsqu'on lui a demandé de reconstituer "l'accident", la secrétaire a effectué une manœuvre qui a arrêté l'enregistrement au lieu de l'annuler. Plus tard, Mlle Woods a déclaré qu'elle avait pu, accidentellement, effacer "cinq à six minutes" de l'importante conversation, mais certainement pas "18 minutes". La commission a chargé un enquêteur de se rendre sur place afin de se rendre compte de quelle façon l'enregistrement a pu être brouillé.

L'enregistrement produit, hier, devant la commission d'enquête n'a permis de saisir que quelques paroles éparpillées, impossibles à relier à quel sujet que ce soit.

Brandt et Pompidou d'accord pour un Conseil européen de l'énergie

PARIS (Reuter) — Le président Georges Pompidou et le chancelier ouest-allemand Willy Brandt se sont mis d'accord, hier, pour proposer à leurs partenaires de la CEE de créer un "Conseil de l'énergie" destiné à forger l'unité de l'Europe de l'Ouest devant la crise mondiale de l'énergie.

M. Willy Brandt a suggéré la création de ce Conseil, au cours des quatre heures de conversation qu'il a eues lundi et mardi avec le président français, afin de préparer la voie à un renforcement de l'unité politique européenne. Les entretiens entre les deux dirigeants ont pris fin hier.

Le chancelier ouest-allemand a déclaré à M. Pompidou que ce Conseil de l'énergie devrait créer un mécanisme permettant au Marché commun de faire rapidement face à l'avenir à des situations telles que l'embargo arabe sur le pétrole destiné aux Pays-Bas.

M. Brandt, qui envisage une coopé-

ration "extrêmement concrète" dans le domaine de l'énergie, souhaiterait que le conseil des ministres des Neuf, dès les 3 et 4 décembre prochains, aborde ce seul sujet de la crise de l'énergie, afin de mettre sur pied le système d'information et de consultation qui constituerait le Conseil de l'énergie.

Les deux dirigeants se sont toutefois mis d'accord pour estimer qu'il serait actuellement prématuré de vouloir demander à certains pays membres de la CEE d'en ravitailler d'autres en pétrole et qu'une certaine discrétion s'imposait dans ce domaine, afin de ne pas aggraver la situation future du Marché commun.

Le président français et le chancelier ouest-allemand ont d'autre part discuté du sommet qui doit réunir les chefs d'Etat et de gouvernement des Neuf à la mi-décembre, à Copenhague. Ils ont tous deux estimé que le but de cette conférence devait être de

fournir à la CEE les moyens de faire face à des crises internationales dès leur déclenchement.

Cette réunion au sommet devrait toutefois pouvoir aborder tout autre sujet d'intérêt commun, ont indiqué les deux dirigeants.

M. Brandt a pour sa part estimé que de tels "sommets" ne devraient pas se tenir à intervalles réguliers, mais qu'il convenait seulement d'en convoquer pour des raisons précises.

MM. Pompidou et Brandt ont par ailleurs examiné la question de la coopération européenne en matière de défense et ont décidé d'adopter une "approche pragmatique" du problème, afin d'écartier tout désaccord potentiel entre les deux pays.



Un casque bleu robuste

Le caporal Thomas E. Hare, de Port Loring, Ontario, utilise une masse à sa mesure pour enfoncer un piquet de l'une des nombreuses tentes érigées à la piste de courses Chams, au Caire, où le contingent canadien de la force d'urgence de l'ONU établit son quartier général.